

Elle envoie un « message subtil » à Abou Dhabi, l'Arabie saoudite durcit le contrôle des flux financiers vers les Émirats

P4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 19 août 2026 / N° 1406 / PRIX 20 DA



Disponibilité du médicament
Bientôt une sous-commission spécialisée pour le suivi

P5

Ceuta, eaux sahraouies, mont Tropic

LES DESSOUS DU PLAN MAROCAIN

L'assaut coordonné contre Ceuta s'inscrirait dans une stratégie plus large du Makhzen. Selon plusieurs sources espagnoles, l'objectif serait de pousser Madrid à négocier le contrôle de l'espace aérien et des eaux territoriales du Sahara occidental. P4



ELLE MET RABAT FACE À SES RESPONSABILITÉS, L'ONU BRISE LE SILENCE SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION D'EL HAFIDHI

P4



Coup de filet de la DGSN à Oran
UN RÉSEAU D'ESCROQUERIE AUX VÉHICULES DÉMANTELÉ, PLUS DE 2,6 MILLIARDS DE CENTIMES RÉCUPÉRÉS

P2

Agriculture, pharmacie, énergie... L'Inde veut conquérir de nouveaux marchés en Algérie

L'Inde entend insuffler une nouvelle dynamique à ses relations économiques avec l'Algérie, en renforçant les échanges et les opportunités de partenariat, a affirmé l'ambassadrice indienne à Alger, Swati Vijay Kulkarni. P3



COUP DE FILET DE LA DGSN À ORAN

Un réseau d'escroquerie aux véhicules démantelé, plus de 2,6 milliards de centimes récupérés

Les services de la Sûreté de wilaya d'Oran ont réalisé un joli coup de filet en démantelant un réseau criminel organisé spécialisé dans l'escroquerie lors de transactions de véhicules, a indiqué, avant-hier, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

La même source a fait état de l'arrestation de sept individus et de la récupération de revenus estimés à plus de 2,66 milliards de centimes. Dans le détail, le communiqué précise que l'enquête a révélé que le réseau, composé au total de 19 membres, opérait à Oran et Tlemcen et blanchissait ses revenus à travers l'acquisition de biens mobiliers et immobiliers. « Dans le cadre de la lutte contre les crimes portant atteinte à l'économie nationale, le Service régional de lutte contre le crime organisé à Oran a démantelé, la semaine dernière, un réseau criminel organisé spécialisé dans l'escroquerie, notamment dans l'achat-vente de véhicules, récupérant ainsi des revenus estimés à 2 660 770 000 centimes en monnaie nationale et procédant à l'arrestation de 7 indivi-

du », est-il rapporté. Le document de la DGSN explique que l'opération faisait suite à une plainte déposée par l'une des victimes, qui avait déclaré avoir été escroquée par un réseau criminel lui ayant soutiré une somme de 160 millions de centimes, après avoir mis son véhicule en vente sur le site Ouedkniss. Partant de cette plainte, les investigations ont permis de percer le mode opératoire du réseau, qui avait présenté à la victime des liasses de billets dont les premières coupures étaient de 2 000 DA, tandis que les billets placés à l'intérieur étaient de 1 000 DA, faisant ainsi croire à la victime que la somme remise correspondait au montant convenu. Appuyées par l'exploitation technique et opérationnelle des informations, ces investigations ont permis d'identifier

et de localiser les membres du réseau, dont l'activité s'étendait à travers plusieurs wilayas et qui opéraient en deux groupes : le premier dans la ville d'Oran, précisément dans le quartier de Gambetta, et le second dans la ville de Tlemcen, a souligné la DGSN. Les enquêteurs ont procédé à leur arrestation en flagrant délit alors qu'ils s'apprêtaient à commettre de nouvelles escroqueries selon le même mode opératoire. Le réseau comptait au total 19 membres, précise la même source. Enfin, la poursuite de l'enquête, sous la supervision du parquet compétent, a également révélé que « les revenus tirés de cette activité criminelle faisaient l'objet d'opérations de blanchiment à travers l'acquisition de biens immobiliers et mobiliers », a précisé le communiqué de la DGSN.



La même source a indiqué que quatre véhicules de différentes marques ont été saisis et récupérés dans ce cadre. Les mis en cause ont été pré-

sentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Othmania, à Oran, a conclu la même source. N. B.

Des idées aux projets : Alger ouvre le camp de l'entrepreneuriat

Un camp national réuni, à Alger, les jeunes des wilayas frontalières autour de l'entrepreneuriat, de la formation, de l'innovation et du financement Le ministère de la Jeunesse organise, du 18 au 22 août, au pôle universitaire de Sidi Abdallah, à Alger, le camp national d'été de l'entrepreneuriat au profit des jeunes issus des wilayas frontalières. Cet événement est organisé à l'occasion de la Journée nationale du Moudjahid, qui commémore le double anniversaire des Offensives du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère. Placé sous le slogan « Découvre, vis, innove et

entreprends », ce rendez-vous intervient en application des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui fait de la jeunesse « un axe du développement et son principal levier », ainsi que dans le cadre du renforcement de l'orientation constante de l'Algérie vers l'édification d'une économie renouvelée, fondée sur les compétences des jeunes, capables d'innover, de créer de la valeur ajoutée et de contribuer à la diversification de la base économique à travers les start-up et les activités entrepreneuriales, souligne la même source. Organisée en partenariat avec le ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des

Micro-entreprises, cette initiative est mise en œuvre à travers l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), avec la contribution du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU). La rencontre intervient également dans le cadre de l'application des dispositions de l'accord de coopération conclu entre les secteurs de la Jeunesse et de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ainsi qu'avec le CSJ. Elle vise à garantir l'égalité des chances, à renforcer l'intégration des jeunes dans la dynamique économique nationale et à accompagner le

développement de l'écosystème entrepreneurial, notamment dans les wilayas frontalières, tout en contribuant à consolider l'intégration économique et commerciale de l'Algérie. Le ministère a souligné que ce camp vise à consacrer la culture de l'entrepreneuriat ainsi que l'esprit d'initiative et d'innovation chez les jeunes, notamment les porteurs d'idées et de projets issus des wilayas frontalières. Il permettra aux participants d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour transformer leurs idées en projets économiques réalisables, tout en les informant sur les différents mécanismes d'appui, de financement et

d'accompagnement disponibles dans le cadre du système national de l'entrepreneuriat. Le programme comprend « des sessions et des ateliers de formation spécialisés portant sur les différentes étapes de création et de développement des entreprises, depuis la maturation de l'idée du projet et l'étude de marché et de faisabilité, en passant par la conception du modèle d'affaires et l'élaboration du plan de travail, jusqu'aux mécanismes de financement, de gestion, de marketing et d'accès aux marchés », outre le développement de mécanismes innovants adaptés aux besoins spécifiques des régions frontalières. R. N.

OFFENSIVE DU NORD-CONSTANTINOIS ET CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Une bonne leçon pour la France coloniale

L'Algérie célébrera, demain, la Journée nationale du Moudjahid, commémorant le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955) et du Congrès de la Soummam (20 août 1956), deux événements phares qui témoignent du génie des dirigeants de la glorieuse Révolution de libération dans la structuration de la lutte nationale et l'internationalisation de la cause algérienne. La commémoration de ce double anniversaire est l'occasion de rappeler les énormes sacrifices consentis par le peuple algérien et les indicibles souffrances qu'il a endurées avec patience et courage. C'est aussi un moment propice pour « renouveler notre serment de fidélité aux martyrs, aux moudjahidine et au message éternel de Novembre, dans une Algérie bâtie par la volonté des patriotes attachés à la préservation du legs, une Algérie majestueuse et forte,

soucieuse de l'indépendance de sa décision et de sa souveraineté, et qui avance vers les objectifs de développement durable, qui en font un pays en plein essor, porteur de bien-être et de prospérité », comme l'avait affirmé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à une précédente occasion. Dans un message adressé à l'occasion de la célébration du 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale, le président de la République avait souligné la nécessité de préserver la mémoire nationale et de rendre hommage aux sacrifices des valeureux résistants, militants et martyrs, tout en mesurant l'héritage qu'ils ont légué aux Algériennes et aux Algériens, dans une fidélité profonde et éternelle à la Proclamation du 1er Novembre et au message des martyrs. Il avait également mis en avant la fierté de « voir que l'esprit de l'Al-

gérie nouvelle, bâtie par des volontés nationales sincères, puise sa force dans la fidélité au serment fait aux valeureux martyrs ». Le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam marque deux événements phares qui témoignent des hauts faits d'une génération de patriotes libres ayant décidé d'unifier les rangs et d'élaborer une vision commune de l'avenir de la Révolution, en fusionnant les initiatives locales au service d'un même objectif : réaliser l'indépendance nationale et construire l'État algérien sur des bases solides. L'offensive du Nord-Constantinois, menée à l'été 1955, a permis de faire connaître la cause du peuple algérien qui refusait de vivre sous le joug colonial. Elle a notamment contribué à l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies, réunie en septembre 1955, en

tant que cause de libération nationale et non comme un conflit interne, ainsi que le prétendait alors la France coloniale. Dix mois après le déclenchement de la Révolution, Zighoud Youcef, chef de la Zone II (Nord-Constantinois), et son adjoint, Lakhdar Bentobal, décident de lancer une offensive généralisée contre des objectifs ennemis dans cette région, avec la participation de milliers de fellahs aux côtés des combattants de l'Armée de libération nationale (ALN). Les attaques ont notamment ciblé des postes de police, des casernes de gendarmerie, des bâtiments publics et des installations appartenant aux colons. L'objectif était de desserrer l'étau sur l'Aurès et plusieurs autres régions assiégées par l'armée coloniale depuis le déclenchement de la Révolution de libération nationale, dont les populations étaient livrées à une vaste campagne de répression sanglante ayant fait

près de 12 000 martyrs parmi les civils sans défense. L'Offensive du Nord-Constantinois a marqué un tournant majeur dans la lutte armée, en consacrant le caractère populaire de la Révolution et en contribuant au ralliement des classes moyennes algériennes et des dirigeants politiques, toutes tendances confondues, aux rangs de la Révolution. En effet, à partir du 20 août 1955, la Révolution a pris un nouvel élan, qui se confirmera lors du Congrès de la Soummam. Celui-ci a donné lieu à des décisions historiques, parmi lesquelles le remplacement des cinq zones en vigueur depuis le 1er novembre 1954 par six wilayas subdivisées en zones, régions et secteurs, l'unification de l'ALN à l'échelle nationale, tant dans sa structure que dans ses grades, à l'image d'une armée régulière, ainsi que la structuration de la Révolution sur les plans militaire et politique. ■

L'EXPRESS

Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

ELLE ASSURE 20 % DES IMPORTATIONS GAZIÈRES EUROPÉENNES

L'Algérie se hisse au 2^e rang des fournisseurs de l'UE

Portée par la hausse de ses exportations gazières, l'Algérie se hisse au 2^e rang des fournisseurs de gaz par gazoduc de l'Union européenne, avec près de 20 % des importations au premier trimestre 2026. Une progression qui confirme le poids croissant d'Alger dans la sécurité énergétique du continent et renforce son statut de premier fournisseur non européen.

Grâce à sa proximité géographique, à ses importantes ressources gazières et à son réseau d'infrastructures reliant directement les marchés européens, l'Algérie s'impose progressivement comme un fournisseur stratégique pour l'Europe. Selon une analyse publiée par la plateforme « United24 Media », la part de l'Algérie dans les importations européennes de gaz acheminé par gazoduc a atteint près de 20 % au premier trimestre 2026, contre 8 à 12 % avant 2022. L'Algérie est ainsi devenue, selon la même source, le deuxième fournisseur de gaz par gazoduc de l'Union européenne, derrière la Norvège, et le premier fournisseur non européen. La position de force de l'Algérie sur le marché énergétique européen repose notamment sur un vaste réseau d'infrastructures. Ce réseau offre à l'Algérie la possibilité d'accroître ses exportations sans devoir nécessairement construire de nouvelles infrastructures de toutes pièces. Les niveaux d'utilisation de ces gazoducs montrent par ailleurs qu'il existe encore une marge pour augmenter les approvisionnements. En 2024, le TransMed a acheminé quelque 21 milliards de

m³ de gaz, sur une capacité nominale de 33,5 milliards de m³, soit un taux d'utilisation de 63 %. Le taux d'utilisation du Medgaz, quant à lui, s'est établi à environ 88 %. Selon l'analyse, ces capacités encore disponibles pourraient constituer une opportunité pour accroître les flux de gaz algérien vers l'Europe. L'importance de l'Algérie ne se limite toutefois pas à ses exportations actuelles. Le pays occupe également une place centrale dans le projet de gazoduc transsaharien, qui doit relier le Nigeria à l'Europe via le Niger et l'Algérie. Selon la source, le projet s'étend sur environ 4 128 kilomètres et devrait disposer d'une capacité de transport de 30 milliards de m³ par an, renforçant ainsi le rôle de l'Algérie comme maillon essentiel entre les ressources gazières africaines et le marché européen. Le rôle de l'Algérie prend davantage d'importance alors que l'Europe cherche des alternatives géographiques pour se rapprocher du gaz russe. La position géographique de l'Algérie et son réseau de gazoducs déjà opérationnel lui confèrent un avantage évident par rapport aux fournisseurs qui dépendent du transport maritime de gaz naturel liquéfié



(GNL). L'Algérie se trouve ainsi face à une opportunité majeure de renforcer sa présence sur le marché européen et de consolider, dans les années à venir, son statut de l'un des piliers de la sécurité énergétique de l'Europe.

Y. R.

AGRICULTURE, PHARMACIE, ÉNERGIE...

L'Inde veut conquérir de nouveaux marchés en Algérie

L'Inde affiche sa volonté de donner une nouvelle dynamique à ses relations économiques avec l'Algérie. Le message a été clairement porté par l'ambassadrice indienne à Alger, Swati Vijay Kulkarni, lors d'une réception organisée dimanche au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, à l'occasion du 80^e anniversaire de l'indépendance de l'Inde. La cérémonie a réuni plusieurs responsables algériens et étrangers, des représentants du monde économique, des membres de la communauté indienne en Algérie, des diplomates ainsi que des représentants de la presse. L'occasion pour la diplomate indienne de mettre en avant les perspectives offertes par le renforcement des relations entre Alger et New Delhi. Avec un PIB nominal estimé à près de 4 150 milliards de dollars et une croissance supérieure à 7,5 %, l'Inde confirme son poids parmi les grandes économies mondiales. La diplomate a également souligné l'importance de son marché intérieur, qui compte près de 1,4 milliard d'habitants, ainsi que le dynamisme de sa population et le développement continu de ses infrastructures. Dans ce contexte, New Delhi souhaite encourager davantage les entreprises algériennes à explorer les opportunités offertes par le marché indien. L'am-

bassadrice a notamment assuré qu'un « tapis rouge est déroulé » aux pays amis, dont l'Algérie, appelant ainsi les opérateurs économiques des deux pays à multiplier les initiatives et les partenariats. Plusieurs secteurs apparaissent particulièrement prometteurs. L'agriculture, l'industrie pharmaceutique, l'énergie et les mines figurent parmi les domaines susceptibles de connaître un développement accru de la coopération bilatérale. Le dessalement de l'eau de mer constitue également un axe de coopération envisagé entre les deux pays, compte tenu de l'expérience et des capacités développées dans ce domaine. L'ambassadrice a par ailleurs rappelé que les relations algéro-indiennes ont connu une impulsion nouvelle à la faveur de la visite du président indien en Algérie en octobre 2024. Depuis cette échéance, les échanges entre les deux pays se sont élargis à plusieurs domaines, notamment politique, économique, culturel et de défense.

Une liaison directe Alger-New Delhi dès octobre

Le développement des connexions aériennes devrait également contribuer à rapprocher davantage les deux pays. Dans ce cadre, l'ambassadrice a évoqué le projet de mise en service d'une liaison directe entre Alger et New Delhi, annon-

cée récemment par Air Algérie. Cette nouvelle desserte devrait entrer en service à partir de la fin du mois d'octobre 2026. Elle permettra de faciliter les déplacements entre les deux capitales, tout en offrant un nouvel outil au développement des échanges commerciaux et des relations entre les opérateurs économiques. La liaison pourrait également contribuer à dynamiser les flux touristiques et les déplacements des hommes d'affaires, en réduisant les contraintes liées aux correspondances et en renforçant la proximité entre les deux marchés.

Pour New Delhi, le rapprochement avec Alger ne se limite toutefois pas aux seuls échanges économiques. La dimension culturelle occupe également une place importante dans la stratégie de rapprochement entre les deux pays. Dans ce cadre, l'ambassade d'Inde en Algérie propose notamment des cours gratuits de yoga et de hindi, contribuant ainsi à renforcer les échanges culturels et les liens entre les deux peuples. À travers ces différentes initiatives, l'Inde entend consolider sa présence économique en Algérie et ouvrir de nouvelles perspectives de coopération, tandis que les deux pays cherchent à élargir leurs échanges et à mieux exploiter les complémentarités entre leurs économies. ■

NOUAKCHOTT, NOUADHIBOU, DAKAR

CNAN El Djazair à la conquête de l'Ouest africain

La compagnie maritime nationale CNAN El Djazair poursuit le renforcement de sa présence dans le transport maritime et son soutien aux échanges commerciaux avec les pays d'Afrique de l'Ouest, à travers une ligne maritime régulière reliant l'Algérie à Nouakchott et Nouadhibou, en Mauritanie, ainsi qu'à Dakar, au Sénégal. Cette liaison contribue à renforcer les opportunités d'échanges commerciaux et à rapprocher les opérateurs algériens des marchés africains. Selon un communiqué de la CNAN El Djazair, cette desserte maritime régulière traduit la volonté de l'Algérie de développer ses capacités logistiques et de renforcer les connexions directes avec les marchés africains, afin de faciliter la circulation des marchandises et de soutenir le commerce extérieur. La régularité des rotations

constitue également un atout important pour les entreprises souhaitant développer leurs activités d'exportation vers la région. La flotte de la CNAN compte neuf navires battant pavillon algérien, dont deux porte-conteneurs et sept navires dédiés au transport de marchandises générales. Cette configuration permet à la compagnie de prendre en charge différents types de cargaisons, répondant ainsi aux besoins des opérateurs économiques et facilitant les opérations d'importation et d'exportation. Cette ligne maritime s'inscrit dans le cadre de la volonté de l'Algérie d'élargir sa présence commerciale sur le continent africain et de renforcer les connexions maritimes avec les marchés d'Afrique de l'Ouest. Elle ouvre ainsi de nouvelles perspectives aux entreprises algériennes souhaitant accéder à ces

marchés grâce à des moyens de transport réguliers et directs. Elle permet également à l'Algérie de mieux valoriser sa position géographique en tant que porte d'accès reliant l'Afrique du Nord à son hinterland continental. La régularité des rotations met en évidence l'importance du transport maritime dans le soutien aux échanges commerciaux et le renforcement de l'intégration économique entre l'Algérie et les pays du continent, notamment dans un contexte marqué par la volonté de l'Algérie de diversifier ses marchés extérieurs et d'accroître la présence de ses produits en Afrique. La pérennisation de cette liaison devrait contribuer à fluidifier le transport des marchandises et à offrir au commerce algérien une desserte maritime régulière vers l'Afrique de l'Ouest. ■

Éditorial

l'EXPRESS

ANTICIPATION

PAR MAHREZ Z.

Au-delà du renforcement des capacités de production et des réseaux de distribution, le secteur de l'électricité prépare désormais un nouveau dispositif destiné à consolider la sécurité énergétique nationale. Lors de la réunion du comité de coordination sectoriel, tenue hier, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a donné des instructions fermes pour finaliser la feuille de route relative au « stock stratégique énergétique ». Ce dispositif s'inscrit dans le cadre d'une approche « proactive et intégrée », selon le ministère, avec pour objectif de renforcer les capacités du pays, d'anticiper les besoins et de garantir la continuité de l'approvisionnement en toutes circonstances. L'enjeu est désormais de disposer non seulement de capacités de production et de distribution suffisantes, mais également de mécanismes d'anticipation permettant de renforcer la résilience du système énergétique national. C'est dans cette optique que le groupe Sonelgaz continue de renforcer son dispositif afin d'accompagner la demande d'électricité, en forte progression à l'échelle nationale. Le nouveau record de consommation enregistré lundi 17 août, à 21 650 MW, confirme l'importance des moyens mobilisés pour garantir la continuité de l'approvisionnement. Le pic de consommation est passé de 16 666 MW en 2022 à 20 628 MW en 2025, avant d'atteindre 21 650 MW en août 2026. Pour accompagner cette hausse, Sonelgaz a renforcé ses capacités de production de plus de 1 850 MW en prévision de la saison estivale. Le groupe disposait, par ailleurs, en 2025, d'une capacité électrique installée de 26 706 MW et avait produit plus de 101 600 GWh d'électricité. La préparation de la rentrée sociale constitue un autre volet suivi par le ministère, qui veille à l'avancement des raccordements des établissements éducatifs, universitaires et de formation professionnelle aux réseaux d'électricité et de gaz. Les opérations doivent être achevées au 31 août afin que les infrastructures concernées soient pleinement opérationnelles pour la rentrée 2026-2027. Le défi pour le système national est double : accroître les capacités de production pour accompagner une demande structurellement croissante et renforcer la flexibilité des réseaux afin d'absorber des pointes de consommation de plus en plus importantes. Pour les prochaines années, l'enjeu sera de maintenir cette capacité d'anticipation en poursuivant le développement des moyens de production et des réseaux, tout en renforçant les solutions permettant de mieux maîtriser les pointes de consommation, notamment lors des épisodes de forte chaleur. La capacité du système électrique national à maintenir l'alimentation durant ces périodes constitue un indicateur majeur de sa solidité et de son aptitude à accompagner la croissance économique et sociale du pays.

CEUTA, EAUX SAHRAOUIES, MONT TROPIC

Les dessous du plan marocain

L'assaut coordonné contre Ceuta s'inscrit dans un plan plus vaste du Makhzen. Plusieurs sources médiatiques et des témoignages recueillis du côté espagnol le présentent comme une manœuvre relevant d'un projet plus large, destiné à pousser Madrid à discuter du contrôle de l'espace aérien et des eaux territoriales du Sahara occidental, toujours sous administration espagnole.

PAR BOUALEM B.

À travers cette pression, le Makhzen semble chercher à obtenir des garanties juridiques qui lui permettraient d'exploiter des gisements de terres rares et de gaz situés non loin des îles Canaries. Dans les colonnes d'El Español, un ancien agent du Centre national de renseignement espagnol, spécialiste du Maghreb, a récemment tiré la sonnette d'alarme. « Une bataille féroce avec le Maroc a commencé. Ils font tout leur possible. Les prochains mois seront extrêmement chaotiques », a-t-il averti. Selon lui, la crise migratoire orchestrée autour de Ceuta relèverait d'une opération de la Direction générale de la surveillance du territoire, menée en coordination avec la Direction générale des études et de la documentation. À travers cet assaut, les autorités marocaines chercheraient à créer suffisamment de désordre pour pousser l'Espagne à s'asseoir à la table des

négociations sur les espaces maritimes sahraouis. Pour certains observateurs, le Makhzen utiliserait ainsi la migration comme levier de pression. Ces derniers temps, les tensions se multiplient. Les autorités marocaines ont même refusé le rapatriement des dépouilles des victimes de l'assaut collectif contre l'enclave, malgré les démarches entreprises par Madrid. L'objectif final du Makhzen serait de contrôler et de sécuriser l'exploitation des eaux sahraouies. Des accords existent déjà avec plusieurs entreprises. Ce qui manque, ce sont les garanties juridiques permettant d'opérer autour du mont Tropic, cette montagne sous-marine réputée pour ses réserves de terres rares et de tellure. Le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a récemment rappelé la nécessité de légiférer pour protéger les frontières, tout en privilégiant le dialogue sur les différends maritimes. Les questions relatives aux espaces maritimes ont ainsi resurgi au mo-

ment même où Ceuta subissait un assaut migratoire d'une ampleur inédite. Les investisseurs font pression. Britanniques, Américains et Israéliens, actifs ou intéressés par des projets au Sahara occidental, demandent des garanties juridiques avant d'engager des fonds. Ils veulent éviter les contestations qui ont déjà frappé certains accords conclus entre l'Union européenne et le Maroc. Le Makhzen manœuvrerait donc pour arracher un consensus européen afin de sécuriser le cadre juridique international de ces investissements. Le mont Tropic concentre les convoitises. Situé au large du Sahara occidental, il nécessite des études approfondies et des investissements lourds, mais son potentiel intéresse déjà plusieurs investisseurs. Des projets associant des entreprises marocaines et israéliennes se multiplient dans les secteurs de l'énergie et des ressources naturelles. New-Med Energy, spécialisée dans l'exploration pétrolière et gazière, participe



à un consortium qui vise les monts sous-marins au large des Canaries, dont le mont Tropic. La société est déjà présente au Maroc, notamment à travers des accords portant sur des zones au large de Boujdour. Anciennement connue sous le nom de Delek Drilling, elle aurait été encouragée à développer ses activités dans le royaume. Les échanges commerciaux entre le Maroc et Israël ont dépassé 110 millions d'euros en 2025, hors services, investissements et commerce de défense. C'est plus de cinq fois le niveau enregistré en 2020, année de la normalisation des relations entre les deux pays. Le Makhzen avait déjà manifesté son intérêt pour

le mont Tropic en 2020, avant de revoir ses ambitions à la baisse en raison d'un soutien international insuffisant. La zone reste pourtant au centre des rivalités économiques, juridiques et maritimes de la région. Ceuta, Melilla, les eaux sahraouies et le mont Tropic forment désormais un même dossier. Le Makhzen avance pièce par pièce, en jouant à la fois sur les crises et sur les intérêts économiques. L'Espagne et l'Europe se retrouvent ainsi face à une stratégie mêlant pression migratoire, ambitions industrielles et quête de légitimité juridique. Les mois à venir diront jusqu'où le Makhzen est prêt à aller. ■

Elle met Rabat face à ses responsabilités

L'ONU brise le silence sur les conditions de détention d'El Hafidhi

L'ONU, à travers son Comité contre la torture, vient d'infliger un nouveau revers au Maroc dans le dossier des prisonniers politiques sahraouis. Dans une décision adoptée le 24 avril dernier, lors de sa 84e session, le Comité a conclu que le Maroc avait violé la Convention contre la torture dans l'affaire du défenseur sahraoui des droits humains Abd el-Moula El Hafidhi, notamment en raison de ses conditions de détention à la prison d'Aït Melloul. Saisi avec le soutien de

l'International Service for Human Rights (ISHR), El Hafidhi dénonçait les conditions dans lesquelles il est détenu depuis son arrestation, en avril 2016, à Boujdour, au Sahara occidental. Le Comité de l'ONU a estimé que plusieurs éléments, pris dans leur ensemble, constituaient un traitement dégradant : surpopulation carcérale, absence de fenêtres, insuffisance de lumière et d'aération naturelles, chauffage insuffisant, manque d'eau potable et mauvaises

conditions sanitaires. Il a également relevé des préoccupations concernant le tabagisme dans la cellule. Le Maroc a en outre été épinglé pour ne pas avoir mené d'enquête rapide, impartiale et efficace sur les plaintes relatives aux conditions de détention. Le Comité a notamment souligné l'insuffisance des informations fournies par les autorités marocaines sur certains aspects essentiels, comme les dimensions de la cellule et l'accès à

l'eau potable. Il a ainsi retenu des violations des articles 16 et 13 de la Convention contre la torture. Cette décision s'inscrit dans un contexte plus large de dénonciations concernant le traitement des défenseurs sahraouis. En 2019 déjà, le Groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire avait conclu au caractère arbitraire de la privation de liberté d'El Hafidhi. Arrêté le 16 avril 2016 à Boujdour, celui-ci avait été condamné à dix ans de prison dans

une affaire liée à des manifestations organisées sur un campus universitaire à Marrakech. Sa condamnation avait ensuite été confirmée en appel en 2018, puis par la Cour de cassation en 2019. Le Comité de l'ONU ne s'est pas limité à constater les violations. Il a demandé au Maroc d'assurer à El Hafidhi une réparation intégrale, comprenant notamment l'indemnisation des préjudices matériels et moraux ainsi que sa réhabilitation.

ELLE ENVOIE UN « MESSAGE SUBTIL » À ABOU DHABI

L'Arabie saoudite durcit le contrôle des flux financiers vers les Émirats

PAR MAHDI B.

L'Arabie saoudite a décidé de placer les Émirats arabes unis sous une surveillance financière accrue. Selon l'agence britannique Reuters, Riyad a renforcé son contrôle des transferts bancaires vers les Émirats en appliquant des mesures de type « haut risque ». En outre, Riyad a soumis les flux financiers à destination des Émirats à des vérifications renforcées afin de lutter contre les flux d'argent illicites, notamment les transferts de fonds destinés à des réseaux criminels, au financement de groupes armés et de groupes paramilitaires actifs en Afrique, notamment en Libye et au Soudan. Selon Reuters, l'Arabie saoudite a placé les transferts financiers vers les Émirats arabes unis sous un régime de surveillance réglementaire renforcée, habituellement réservé aux pays considérés comme présentant un risque élevé en matière de flux financiers illicites. D'après trois sources de Reuters ayant une connaissance directe du dossier, il s'agit du dernier signe en date d'une fracture croissante entre les deux riches monarchies du Golfe. Ces mesures, qui n'ont pas été annoncées publiquement, pourraient expliquer

pourquoi plusieurs entreprises affirment avoir rencontré des difficultés à transférer des fonds depuis des comptes en Arabie saoudite vers les Émirats ces derniers mois. Ce problème avait déjà été rapporté par l'agence américaine Bloomberg et le Financial Times en juillet dernier. Toutefois, le renforcement des mesures de surveillance décidé par Riyad n'avait pas été divulgué jusqu'à présent. Des chefs d'entreprise ont déclaré à Reuters que leurs sociétés avaient vu des transferts effectués dans différentes devises retardés ou rejetés par des banques saoudiennes, sans explication officielle. Dans les faits, la banque centrale d'Arabie saoudite exige des institutions financières qu'elles appliquent des contrôles renforcés lorsqu'elles traitent avec des clients ou des juridictions présentant des risques élevés en matière de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et d'autres délits financiers. Plus tôt cette année, elle a demandé aux principales banques du pays d'appliquer de telles mesures lors du traitement des règlements avec les Émirats arabes unis, ont précisé les trois sources. La banque centrale saoudienne a toutefois affirmé qu'« il n'y a pas de restrictions directes sur des

pays spécifiques », tout en expliquant disposer d'un cadre réglementaire robuste pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, conformément aux normes fixées par le Groupe d'action financière (GAFI), organisme mondial de surveillance basé à Paris. Du côté des Émirats, un responsable local a déclaré que le ministère de l'Économie n'avait reçu aucun signalement d'entreprises du secteur privé faisant état de difficultés ou de retards inhabituels dans la réalisation de transferts bancaires entre les deux pays. « Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite entretiennent des liens économiques et commerciaux profonds et de longue date, soutenus par d'importants flux d'échanges et d'investissements. Nous restons en contact régulier avec le secteur privé et les parties prenantes concernées et examinons toute préoccupation spécifique portée à notre attention par les canaux appropriés », a-t-il déclaré. Pour autant, cette surveillance accrue place les Émirats arabes unis, plaque tournante de l'investissement immobilier ainsi que du commerce des métaux et des pierres précieuses, parmi plus d'une demi-douzaine de pays de la région consi-

dérés comme présentant un risque élevé par l'Arabie saoudite en matière de criminalité financière. Pourtant, le GAFI avait retiré les Émirats arabes unis de sa liste grise en 2024, après avoir constaté des améliorations de leur dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent, une décision que certains groupes anticorruption avaient jugée prématurée. Les États-Unis ont, de leur côté, imposé des sanctions à plusieurs individus et entités basés aux Émirats, accusés de collecter ou de blanchir des fonds au profit de groupes tels que les milices al-Shabaab en Somalie. Pour un initié saoudien cité par Reuters, ce renforcement de la surveillance se voulait un « message subtil » adressé aux dirigeants émiratis sur l'importance de préserver de bonnes relations, après une période marquée par des tensions croissantes entre les deux poids lourds du Golfe. L'annonce de cette décision de l'Arabie saoudite à l'égard de son turbulent allié régional intervient quelques jours après la publication par les Nations unies d'un rapport d'experts faisant état du paiement d'une importante rançon par les Émirats à un groupe terroriste au Sahel, pour un montant estimé à 50 millions de dollars. Des

sources avaient indiqué à Reuters qu'un accord aurait été conclu en octobre 2025 pour obtenir la libération de deux ressortissants émiratis, pour un montant total avoisinant les 50 millions de dollars. Selon ces mêmes sources, une partie de cette somme aurait été redistribuée entre différentes branches d'organisations terroristes opérant dans la région sahélienne, en Afrique de l'Est et de l'Ouest, ainsi qu'au Moyen-Orient, notamment au Yémen. En outre, les Émirats sont considérés par plusieurs experts et responsables africains comme une source importante de financement de groupes armés rebelles, notamment en Libye et au Soudan, ainsi que dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, via des franchises terroristes. Ces financements contribueraient, selon ces accusations, à maintenir certaines de ces régions dans une instabilité politique chronique, notamment en Somalie et au Somaliland. La méfiance de Riyad envers les Émirats trouve ainsi également des justifications sur le terrain politique, notamment en Afrique, où une instabilité chronique persiste depuis plusieurs décennies, sur fond de présence de groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda. ■

DISPONIBILITÉ DU MÉDICAMENT

Bientôt une sous-commission spécialisée pour le suivi

« Le ministère de l'Industrie pharmaceutique devrait se doter d'une « sous-commission spécialisée » dédiée au suivi de la disponibilité des médicaments. Cette nouvelle structure sera rattachée à l'actuel organe de veille du secteur, et aura pour mission de veiller à l'approvisionnement continu des produits pharmaceutiques », a indiqué le Syndicat national des pharmaciens d'officines (SNAPO).

PAR MERIEM K.

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a reçu lundi, au siège du ministère le SNAPO. Cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de nombre de ses cadres et de membres du syndicat, a été consacrée à l'examen des différentes préoccupations soulevées par les pharmaciens d'officine et à la recherche des mécanismes les plus efficaces pour réguler et améliorer les chaînes de distribution des médicaments.

A ce titre, le syndicat a transmis les préoccupations des officinaux notamment, les difficultés enregistrées d'approvisionnement constatées dans certaines wilayas. Une situation qui compromet la continuité de la prise en charge des patients, provoquées en particulier par «certaines situations de monopole» ainsi que « la vente concomitante » ; une pratique illégale qui porte préjudice à l'activité du pharmaciens et aux retombées directes sur la prise en charge des patients et du système de santé national, a indiqué le syndicat dans un communiqué rendu public. En effet, le SNAPO a dénoncé les pratiques de certains fournisseurs qui

imposent l'achat concomitant de certains médicaments sujets à rupture, en exigeant des officinaux de s'approvisionner en d'autres produits moins demandés pour un autre pack de médicament pénalisant ainsi lourdement les officinaux. Une pratique constamment dénoncée par le Snafo, et connue également des autorités sanitaires.

Dans ce contexte, M. Kouidri s'est engagé à poursuivre et renforcer les efforts du ministère afin de mieux réguler le marché du médicament, de renforcer les mécanismes de suivi et de contrôle, et de garantir la disponibilité des médicaments ainsi que la continuité de l'approvisionnement du marché national, a indiqué pour sa part le ministère dans un communiqué. Pour concrétiser cet objectif, le Snafo, a proposé la création d'une sous-commission chargée du suivi rigoureux et intensif des produits pharmaceutiques. Une proposition approuvée par le ministère, s'est réjoui le syndicat d'autant qu'elle permettra de donner au secteur une vision «en temps réel» de la situation du médicament, et «d'identifier les raisons exactes, en cas de survenue de tension, sur un ou plusieurs produits».



Cette nouvelle structure devra prendre la forme d'une «sous-commission spécialisée», directement rattachée à l'actuelle cellule de veille du secteur fournira un suivi en temps réel, notamment sur la situation au niveau des officines. Cet outil contribuera à consolider le système en identifiant les blocages et problèmes avec précision, tout en y apportant des solutions dans les meilleurs délais. Grâce à son fonctionnement

flexible, la structure pourra organiser des réunions techniques à tout moment pour gérer d'éventuelles tensions, répondre aux réclamations ou traiter les pratiques anormales sur le marché.

Par ailleurs, le ministère a souligné la nécessité de renforcer la concertation avec l'ensemble des professionnels du secteur pharmaceutique et de les impliquer directement dans l'élaboration et le suivi des plans

d'approvisionnement. Selon le ministre, M. Kouidri, cette démarche participative est essentielle pour garantir une disponibilité continue des médicaments sur tout le territoire et répondre aux besoins de la population. Il a également rappelé la valeur de ces rencontres directes pour recueillir les attentes du terrain, affiner les circuits de distribution et améliorer la qualité des services de santé. ■

RENTREE SCOLAIRE

Le calendrier des inscriptions en préscolaire et en 1^{re} année dévoilé



Le ministère de l'Éducation nationale a dévoilé, hier, les modalités et le calendrier des inscriptions en classes d'éducation préparatoire ainsi que des inscriptions exceptionnelles en première année primaire au titre de l'année scolaire 2026-2027.

Selon une circulaire ministérielle, l'inscription en éducation préparatoire concerne les enfants nés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2021. Quant à l'inscription exceptionnelle en première année primaire concerne, elle concerne les enfants nés entre le 1er janvier et le 31

mars 2021. Cette possibilité reste toutefois conditionnée à la disponibilité de places pédagogiques dans l'établissement choisi.

Les parents pourront effectuer leurs demandes du dimanche 13 au jeudi 24 septembre 2026, via l'espace qui leur est dédié sur le système d'information du secteur de l'Éducation nationale.

Pour l'éducation préparatoire, le parent pourra sélectionner une à cinq écoles primaires parmi celles disposant de classes préparatoires tandis que pour l'inscription exceptionnelle en première année primaire, une seule école primaire disposant de places pédagogiques vacantes pourra être sélectionnée.

Le ministère a invité par ailleurs les parents à suivre les annonces relatives à l'opération sur les sites et pa-

ges officielles des directions de l'éducation ainsi que sur les tableaux d'affichage des établissements scolaires. Les parents pourront consulter les résultats de leurs demandes à partir du 1er octobre prochain, via leurs comptes personnels sur l'espace qui leur est réservé et également affichés dans les écoles primaires et les établissements privés concernés.

Le ministère a fait savoir que les élèves admis rejoindront les bancs de classes le 4 octobre prochain. Toutefois, le département de M. Saadaoui a précisé que tout enfant ne rejoignant pas son établissement dans un délai maximal d'un mois à compter de la publication des résultats perdra son droit à l'inscription et sera, par ricochet, remplacé par l'enfant qui le suit dans le classement. ■

Remplacement des bus de plus 25 ans

A son tour, la BNA lance un crédit pour les professionnels de transports

Après la BEA, la Banque nationale d'Algérie (BNA) a annoncé la mise en place d'un financement destiné aux professionnels de transports de voyageurs dans le cadre du retrait des bus de 25 ans d'âge.

Dans un communiqué publié hier, la BNA a précisé que cette offre s'inscrit dans le cadre du programme national visant l'acquisition de 10 000 bus. Ainsi, le financement est destiné aux transporteurs, personnes physiques ou morales, souhaitant acquérir un bus dans le cadre de ce programme, en vue de remplacer les véhicules dont la durée d'exploitation dépasse 25 ans.

Pour bénéficier de cette offre, les transporteurs doivent notamment exercer une activité de transport, disposer des autorisations requises et présenter un dossier de financement accompagné des documents nécessaires. Quant au financement, il peut couvrir jusqu'à 90 % de la valeur du bus, avec un apport personnel d'au moins 10 %. S'agissant de la durée du financement, elle peut atteindre 10 ans, avec un différé de remboursement allant jusqu'à 6 mois, précisant que le taux d'intérêt annuel ou la marge bénéficiaire est fixé à 5,5 % hors taxes, avec un remboursement par échéances trimestrielles, conclut la banque.

Les préparatifs de la rentrée vont bon train

Les préparatifs en prévision de la rentrée scolaire 2026/2027 se poursuivent dans les différentes wilayas du pays, avec l'intensification du suivi sur le terrain et de l'évaluation de la performance des établissements éducatifs, a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

« Cette opération intervient dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des hautes autorités du

pay, et sous le suivi direct et continu du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud. Dans ce cadre, les walis poursuivent leurs visites d'inspection sur le terrain, ayant englobé l'inauguration et la réception de nouveaux établissements éducatifs, l'inspection des travaux de réaménagement, d'entretien et de rénovation de plusieurs écoles, ainsi que le suivi des projets d'extension et de réalisation, en vue de

renforcer les capacités d'accueil et d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves », précise le communiqué.

Les autorités locales s'attendent également à la concrétisation des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à « garantir la disponibilité du transport et des cantines scolaires, tout en veillant à la mise en service de ces prestations dès la première semaine de la rentrée scolaire ».

Dans le cadre du suivi anticipatif, les walis ont donné des instructions fermes à l'effet « d'accélérer la cadence des travaux, de renforcer les chantiers et de pallier les insuffisances enregistrées, tout en respectant les normes de qualité et les délais de livraison, afin d'assurer la disponibilité des structures éducatives ainsi que des différents équipements et services y afférents, et de garantir l'accueil des élèves dans les meilleures conditions », conclut le communiqué.

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Les points noirs au cœur des opérations d'entretien

En parallèle des projets de développement et de modernisation du réseau routier, les opérations d'entretien se poursuivent sur plusieurs axes stratégiques du réseau autoroutier national. Elles portent notamment sur l'axe El Hamiz–Oued Ouchayah–Baraki, avec pour objectif d'améliorer la circulation et de renforcer la sécurité des usagers.



FATIHA A.

Ces opérations d'entretien revêtent une importance particulière au regard du rôle joué par ces axes dans la circulation quotidienne des personnes et des marchandises. Elles visent notamment à remédier aux dégradations constatées sur la chaussée, améliorer les conditions de circulation et prévenir les risques susceptibles d'affecter la sécurité des automobilistes.

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre des efforts engagés pour maintenir les infrastructures routières dans de bonnes conditions d'exploitation et garantir une circulation plus fluide et plus sûre. Ils portent notamment sur les sections présentant des dégradations ou des difficultés susceptibles de perturber la circulation, en particulier sur des axes caractérisés par un trafic quotidien important. Selon le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, l'entretien régulier du réseau routier constitue un volet essentiel de la politique de gestion des infrastructures. Au-delà des grands projets de réalisation de nouvelles routes, d'élargissement ou de mo-

dernisation, ces interventions permettent d'assurer la pérennité des ouvrages existants et de limiter l'apparition de dégradations plus importantes. Le traitement des « points noirs » vise ainsi à intervenir sur les zones nécessitant des actions correctives, notamment au niveau de la chaussée et des différents éléments pouvant affecter les conditions normales de circulation. L'objectif est de réduire les contraintes rencontrées par les automobilistes, tout en améliorant progressivement la qualité et la sécurité du réseau. L'autoroute Est-Ouest figure parmi les principaux axes concernés par ces opérations. Reliant les différentes régions du pays sur un itinéraire stratégique, elle joue un rôle majeur dans le déplacement des personnes et le transport des marchandises. Le maintien de ses différents tronçons en bon état représente donc un enjeu important pour la fluidité des échanges et la sécurité routière. Il en est de même pour l'axe El Hamiz–Oued Ouchayah–Baraki, qui constitue un corridor routier particulièrement sollicité dans la région d'Alger. La densité du trafic enregistrée sur cet axe rend nécessaire un suivi régulier de l'état de la chaussée et la réalisation d'interven-

tions d'entretien chaque fois que cela s'avère nécessaire. À travers ces opérations, les services concernés cherchent également à anticiper les problèmes susceptibles d'affecter la sécurité des usagers. L'entretien préventif permet notamment de limiter la dégradation progressive des infrastructures et d'éviter que certaines anomalies ne deviennent des obstacles majeurs à la circulation. Ces interventions s'inscrivent ainsi dans une démarche globale visant à améliorer les conditions de déplacement sur le réseau routier national. Elles viennent compléter les différents projets de développement et de modernisation engagés à travers le pays, avec pour objectif de disposer d'infrastructures plus performantes, plus durables et mieux adaptées à l'évolution du trafic. Le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base poursuit, dans ce cadre, le suivi de l'état des principaux axes routiers afin d'identifier les besoins d'intervention et de programmer les opérations nécessaires. Cette démarche vise à assurer la continuité du service routier, à préserver les infrastructures existantes et, surtout, à renforcer la sécurité des automobilistes et des usagers de la route.

Electricité

Un troisième pic-record enregistré à 21.650 MW

La demande d'électricité a enregistré, lundi, un troisième pic record de 21.650 mégawatts, dans un contexte marqué par une vague de chaleur exceptionnelle accompagnée d'un taux d'humidité élevé dans les régions côtières de plusieurs wilayas, indique un communiqué du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, selon l'APS.

Ce nouveau pic record a été enregistré à 14h21, avec une hausse de 272 mégawatts par rapport au pic enregistré le 13 juillet dernier (21.378 MW) et de 474 MW par rapport au pic record enregistré le 12 juillet (21.176 MW), indique le communiqué.

Les données enregistrées ces dernières années reflètent une hausse continue de la demande en énergie électrique, le pic de consommation étant passé de 16.666 MW en 2022 à 18.476 MW en 2023, puis à 19.543 MW en 2024 et à 20.628 MW en 2025, avant de dépasser le seuil des 21.000 MW en 2026.

Au cours de cette année, la courbe de la demande a enregistré trois pics records consécutifs : 21.176 MW le 12 juillet, 21.378 MW le 13 juillet et 21.650 MW le 17 août.

Le pic enregistré lundi est supérieur de 4.984 MW par rapport à celui de 2022, soit une augmentation de 30% en l'espace de quatre ans, dépassant également le pic enregistré en 2025 de 1.022 MW.

Le ministère attribue ces hausses historiques de la consommation d'énergie électrique à l'utilisation intensive des appareils énergivores, dont les climatiseurs, par les abonnés domestiques et les établissements publics et privés, notamment durant les heures de pointe, entre 13h00 et 16h00.

R.E.

NESDA

De la sous-traitance à un partenariat créateur de valeur

Dans le cadre des efforts de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) visant à promouvoir la culture de la sous-traitance et à renforcer les partenariats entre entrepreneurs, une rencontre a été organisée dans la wilaya de Batna entre M. Belkacem Mohamed Nasser, propriétaire de l'entreprise EURL KRIPO INDUSTRIE, active dans le secteur de l'industrie laitière, et plusieurs porteurs de projets accompagnés par la NESDA dans le domaine de l'élevage de vaches laitières.

Cette rencontre avait pour objectif de répondre aux besoins de l'entreprise en matière première, notamment en lait, à travers la mise en place de partenariats B2B entre le propriétaire de la laiterie et les porteurs de projets spécialisés dans l'élevage de vaches laitières. La rencontre s'est soldée par la signature d'accords de coopération et de partenariat entre les différentes parties.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts de la NESDA visant à mettre en relation les porteurs de projets, à encourager la sous-traitance locale et à créer des opportunités de coopération et des partenariats durables, contribuant ainsi au développement des entreprises et au renforcement des chaînes de production locales.

« Nous accompagnons les projets, créons des passerelles entre les opportunités et construisons des partenariats », indique la NESDA.

F.A.

SANTÉ

Un nouveau service d'hémodialyse pour Gdyl

Le secteur de la santé de la wilaya d'Oran sera renforcé, au cours de cette semaine, par la mise en service d'un nouveau service d'hémodialyse à l'établissement public hospitalier « Feradi Mohamed » de Gdyl, dans le cadre du renforcement des structures de santé et de l'amélioration de la prise en charge des patients souffrant d'insuffisance rénale, a indiqué la direction de la Santé et de la Population (DSP). Le chef du service de la prévention à la DSP de la wilaya d'Oran, Dr Boukhari Youcef, a précisé que le nouveau ser-

vice d'hémodialyse a été équipé de six générateurs de dialyse, indiquant qu'il sera mis en service au cours de la semaine en cours. Il a ajouté que ce service permettra de prendre en charge les patients atteints d'insuffisance rénale résidant à Gdyl, Arzew, Bethioua et dans les communes avoisinantes, qui étaient contraints de se déplacer jusqu'à la ville d'Oran pour effectuer leurs séances d'hémodialyse, contribuant ainsi à rapprocher ces soins des patients et à améliorer leurs conditions de prise en charge. Les structures de santé de la wilaya d'Oran seront égale-

ment renforcées, cette semaine, par la mise en service d'une nouvelle salle de soins au niveau des cités « AADL » à Misserghine. Celle-ci vient s'ajouter à une polyclinique ouverte ces dernières années dans ce pôle urbain à forte densité de population, a indiqué le même responsable, soulignant que cette nouvelle structure permettra de rapprocher les prestations de santé de base des habitants de la région. Par ailleurs, la zone résidentielle de Mellatia, située dans la commune de Bethioua, devrait être renforcée par une polyclinique récemment réhabili-

tée, dans le cadre de l'extension du réseau des structures de santé et de l'accompagnement de la croissance urbaine et démographique que connaissent certaines zones de la wilaya. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des efforts du secteur de la santé visant à renforcer le réseau des structures sanitaires de la wilaya d'Oran, à développer ses capacités de prise en charge des patients, à améliorer la qualité des prestations de santé et à les rapprocher des citoyens.

R.E.

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DE L'APRUE

« Rationaliser notre énergie, garantir notre avenir »

La campagne de sensibilisation consacrée à la rationalisation de la consommation d'électricité se poursuit à travers les centres de vacances, dans le cadre d'un programme de partenariat intersectoriel visant à inculquer aux enfants et aux jeunes les bons réflexes en matière d'utilisation de l'énergie.



FATIHA A.

Selon un communiqué de l'Agence Nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie (APRUE), publié hier sur sa page officielle facebook, les activités du programme de sensibilisation et d'information sur la rationalisation de la consommation d'énergie électrique se sont poursuivies sous le slogan « Rationaliser notre énergie... garantir notre avenir ».

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme de partenariat entre plusieurs institutions et secteurs, organisé conjointement par le ministère de la Jeunesse et le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, et mis en œuvre par l'Agence nationale pour la promotion de l'utilisation et de la rationalisation de l'énergie (APRUE), le groupe Sonelgaz et l'Agence nationale d'animation de la jeunesse

(ANA). La deuxième journée de cette campagne s'est déroulée au camp de vacances de Gouraya, dans la wilaya de Tipasa, au profit des enfants des wilayas de M'Sila et de Médéa participant aux colonies de vacances.

Cette journée a également connu la participation de cadres de l'Office des établissements de jeunes, ainsi que des membres de la Cellule d'écoute, de prévention et de santé des jeunes et des clubs de santé des jeunes.

À travers différentes activités pédagogiques, ludiques et interactives, les organisateurs s'emploient à rapprocher les notions liées à la rationalisation de la consommation d'électricité des enfants et des adolescents, en les présentant de manière simple et accessible. L'objectif est notamment de les sensibiliser à l'importance d'adopter des comportements responsables dans leur utilisation quotidienne de l'énergie.

La campagne vise ainsi à encourager les jeunes à acquérir, dès leur plus jeune âge, de bonnes

habitudes permettant d'éviter le gaspillage d'électricité et de contribuer à une utilisation plus efficace et responsable des ressources énergétiques. Cette démarche revêt également une dimension environnementale, la maîtrise de la consommation d'énergie contribuant à la préservation des ressources et à la protection de l'environnement.

À travers ce programme, les différents partenaires souhaitent faire de la rationalisation de l'énergie non seulement un ensemble de gestes simples, mais également une véritable culture et un comportement quotidien, à transmettre aux générations futures.

« La rationalisation de l'énergie commence par une simple habitude... pour devenir une culture et un comportement au quotidien », soulignent les organisateurs, qui appellent à œuvrer collectivement à l'émergence d'une génération consciente des enjeux énergétiques et responsable de son avenir.

Maintenance des trains électriques

Un maillon essentiel pour assurer la continuité du service

À Alger, les ateliers de maintenance des trains électriques du Caroubier constituent un maillon essentiel du dispositif technique de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF). Ces infrastructures assurent quotidiennement l'entretien, le contrôle et la rénovation des rames, avec pour objectif de préserver les équipements, prolonger leur durée de vie et garantir la disponibilité ainsi que la continuité du service ferroviaire. La maintenance représente un enjeu majeur pour la performance et la fiabilité du transport ferroviaire. Au niveau des ateliers du Caroubier, à Alger, cette mission est assurée à travers un ensemble d'opérations techniques destinées à maintenir les trains électriques dans un état optimal de fonctionnement et à répondre aux exigences de sécurité et de qualité du service. Ces ateliers figurent ainsi parmi les principales infrastructures techniques de la SNTF dédiées à la prise en charge des rames électriques. Les équipes y effectuent quotidiennement différentes interventions, allant des opérations d'inspection et de contrôle aux travaux de maintenance, de nettoyage et de rénovation des voitures et des équipements embarqués. Selon la SNTF, ces opérations régulières permettent notamment de détecter d'éventuelles anomalies, de prévenir les pannes et d'intervenir rapidement sur les équipements nécessitant une réparation ou un remplacement. Elles contribuent également à préserver les performances des rames et à optimiser leur durée d'exploitation.

Les ateliers du Caroubier disposent, selon la SNTF, d'équipements et de moyens techniques modernes destinés à assurer la maintenance, le contrôle et le suivi de l'état des trains électriques. Ces installations offrent aux équipes spécialisées les conditions nécessaires pour réaliser les différentes opérations techniques, depuis les contrôles périodiques jusqu'aux interventions plus spécifiques liées aux systèmes mécaniques, électriques et électroniques. Cette organisation permet d'assurer un suivi régulier des rames et de mieux anticiper les besoins en matière de maintenance. L'objectif est notamment de réduire les risques d'immobilisation et de contribuer à maintenir un nombre suffisant de trains disponibles pour répondre aux besoins des voyageurs. La maintenance ne se limite donc pas à la réparation des équipements défectueux. Elle s'inscrit également dans une démarche préventive visant à identifier les signes d'usure et à intervenir avant l'apparition de pannes susceptibles d'affecter l'exploitation. L'autre particularité mise en avant par la SNTF concerne les compétences mobilisées au sein de ces ateliers. Les différentes opérations sont assurées par un personnel technique entièrement algérien, composé d'ingénieurs et de techniciens qualifiés disposant d'une expérience dans plusieurs spécialités liées au domaine ferroviaire. Mécanique, électricité et électronique figurent notamment parmi les principaux domaines de compétence nécessaires à la maintenance des trains électriques. La diversité de ces spécialités permet aux équipes d'assurer une prise en charge relativement complète des différents équipements composant les rames. Pour la SNTF, cette mission revêt une importance particulière, la qualité du service ferroviaire étant étroitement liée à la fiabilité du matériel roulant. Des trains régulièrement entretenus sont en effet essentiels pour assurer des conditions d'exploitation sûres, fiables et adaptées aux exigences des usagers.

F.A.

ANESRIF

Suivi de l'avancement des travaux sur le tronçon Bouchgouf–Draâ Ria

Le suivi de terrain du projet de la ligne minière Est se poursuit à un rythme soutenu. Une visite d'inspection a été effectuée par le directeur général de l'ANESRIF sur le tronçon reliant Bouchgouf à Draâ Ria, afin d'évaluer l'état d'avancement des différents ouvrages et de renforcer la coordination entre les intervenants.

« Sur instruction du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, à la suite de sa récente visite d'inspection des différents chantiers de réalisation de la ligne minière Est, le directeur général de l'Agence nationale des études et du suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), Ezzeddine Ferdi, a effectué une visite de terrain consacrée au suivi des travaux du tronçon reliant Bouchgouf à Draâ Ria », a indiqué l'agence dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook. Cette sortie sur le terrain a

permis au responsable de s'enquérir directement de l'état d'avancement des travaux au niveau de plusieurs ouvrages d'art majeurs inscrits dans ce tronçon. Il s'est notamment rendu sur les sites des ponts ferroviaires 42, 43, 36 et 37, où il a pris connaissance de la situation des travaux en cours ainsi que du niveau de progression enregistré.

Selon l'ANESRIF, la visite a également porté sur les chantiers de creusement des tunnels T8 et T9, deux ouvrages qui constituent des composantes importantes de cette infrastructure ferroviaire stratégique. À cette occasion, des explications techniques détaillées ont été présentées au directeur général concernant la cadence de réalisation, les contraintes rencontrées ainsi que le programme arrêté pour l'achèvement des différentes opérations.

Le responsable de l'ANESRIF s'est également rendu sur le site consacré au relogement des familles affect-

tées par la réalisation du projet, afin de suivre l'état d'avancement des opérations engagées dans ce cadre. Cette dimension accompagne les travaux d'infrastructure et vise à permettre la libération des emprises nécessaires à la poursuite du projet dans de bonnes conditions.

Au cours de cette visite, l'accent a ainsi été mis sur la nécessité de maintenir une cadence soutenue des travaux, tout en assurant une coordination étroite entre les différentes entreprises, bureaux d'études et organismes intervenant sur le chantier. Le suivi régulier des ouvrages doit notamment permettre d'identifier rapidement les éventuelles contraintes susceptibles d'affecter le calendrier de réalisation.

Cette opération de contrôle s'inscrit dans le cadre du suivi permanent de la ligne minière Est, un projet structurant destiné à renforcer les capacités de transport ferroviaire et à accompagner la valorisation

des ressources minières nationales. Les visites de terrain constituent, à ce titre, un outil essentiel pour évaluer concrètement l'avancement des travaux, améliorer la coordination entre les différents intervenants et veiller au respect des objectifs et des délais fixés.

À travers ces opérations de suivi, les autorités entendent également accélérer la réalisation des différents ouvrages et garantir la progression du projet conformément au programme établi, notamment au niveau des infrastructures techniques complexes telles que les ponts ferroviaires et les tunnels.

La ligne minière Est s'inscrit ainsi parmi les grands projets ferroviaires structurants engagés en vue de développer le réseau national, d'améliorer la desserte des zones minières et de renforcer les capacités logistiques nécessaires au transport des minerais vers les infrastructures industrielles et portuaires.

F.A.

PRINCIPALES CONDUITES D'ADDUCTION

40 fuites d'eau importantes réparées à Mascara

Cette campagne, organisée quatre jours durant par la direction générale de l'ADE, a mobilisé près de 60 agents issus des équipes techniques des unités de l'Algérienne des Eaux de 14 wilayas.



L'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) de la wilaya de Mascara a réussi à réparer 40 fuites d'eau importantes sur les principales conduites d'adduction du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), dans le cadre d'une campagne de réparation des fuites sur ces conduites, achevée samedi soir, a indiqué, dimanche, le directeur de l'unité, Mohamed Bentouaf. Dans une déclaration à l'APS, M. Bentouaf a souligné que cette campagne, organisée quatre jours durant par la direction générale de l'ADE, a mobilisé près de 60 agents issus des équipes techniques des unités de l'Algérienne des Eaux de 14 wilayas. L'opération a ciblé les principales conduites d'adduction du système de transfert MAO, qui alimentent les trois principaux couloirs de Mascara, Sig et Mohammadia. Les travaux ont permis de réparer 40 fuites importantes sur ces conduites.

Selon le même responsable, les interventions ont concerné les principales conduites d'adduction du système MAO traversant les communes de Mohammadia, Bouhenni, El Alaïmia, Ras El-Aïn Amirouche, Hacine et Bouhanifia. Les opérations de réparation, réalisées dans le cadre de cette campagne, ont également permis de récupérer des quantités considérables d'eau potable qui étaient perdues au niveau des principales conduites d'adduction du système MAO sur le territoire de la wilaya. Cette campagne devrait contribuer à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans les différents couloirs du système MAO concerné et à réduire les perturbations susceptibles d'affecter le programme quotidien de distribution de cette ressource vitale dans les communes bénéficiant d'un approvisionnement en eau dessalée, selon la même source. L'opération vise également à renforcer la coopération entre les différentes unités de l'Algérienne des Eaux à travers

le pays dans le domaine de la lutte contre les fuites enregistrées sur les principales conduites d'adduction du système MAO. Cette initiative s'inscrit, par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre sur le terrain des orientations des hautes autorités du pays visant à rationaliser l'exploitation des ressources hydriques, éliminer les fuites et les branchements illicites et améliorer le rendement des réseaux de distribution, à-on indiqué. Par ailleurs, l'unité de l'Algérienne des Eaux de la wilaya prévoit de lancer, prochainement, une vaste campagne de réparation des fuites d'eau au niveau des réseaux de distribution urbains dans différentes communes de la wilaya, dans le cadre de ses efforts visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans la région et à récupérer des quantités considérables d'eau actuellement perdues, a fait savoir M. Bentouaf.

CONSTANTINE

Plus de 11.000 postes pédagogiques de formation professionnelle

Plus de 11.000 nouveaux postes pédagogiques de formation professionnelle ont été offerts à la wilaya de Constantine, au titre de la nouvelle session prévue, pour le début du mois d'octobre prochain, a-t-on appris dimanche auprès du directeur local du secteur par intérim, Tarek Benselama. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que pas moins de 2.533 places, parmi le nombre global ont été réservées aux jeunes

bénéficiaires d'une formation par apprentissage, 2680 postes pour la formation à distance, tandis que 1.610 autres concernent le mode résidentiel. Il a encore détaillé que 410 postes ont été réservés à la formation qualifiante initiale, 375 places sont dédiées aux détenus purgeant une peine dans les établissements pénitentiaires, les jeunes bénéficiaires d'allocation chômage (275) la femme au foyer (210), l'enseignement professionnel (198), la

formation contractuelle (103), la formation passerelle (125), ainsi que 60 postes dans le cadre des cours du soir formation passerelle et 45 aux personnes à besoins spécifiques. Des campagnes de sensibilisation et d'information, visant à faire connaître les différentes spécialités disponibles ont été lancées en prévision de la nouvelle session dont la date des inscriptions a été fixée entre le 8 août et le 26 septembre 2026, a indiqué la même source.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Six nouvelles spécialités à Tiaret

La direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya de Tiaret a introduit six nouvelles spécialités relevant des modes de formation par apprentissage et de formation qualifiante, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction. La chargée de l'information, Ibtissam Ramdani, a indiqué que ces nouvelles spécialités ont été programmées conformément aux offres du référentiel national des formations et des compétences, adopté par le ministère de tutelle, et en adéquation avec les besoins du marché local de l'emploi. Les nouvelles spécialités comprennent quatre

formations par apprentissage, sanctionnées par un diplôme de technicien supérieur, et deux formations qualifiantes, sanctionnées par un certificat de qualification professionnelle. Les formations par apprentissage concernent notamment la spécialité de gestion du commerce de détail et celle de distribution des produits pharmaceutiques, qui seront ouvertes à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) Ziane Belkacem, dans le quartier «Es-Senia» à Tiaret. La spécialité systèmes et réseaux informatiques, option cybersécurité, sera également ouverte à l'INSFP Kada Belkacem de

Tiaret. La quatrième spécialité sera proposée à l'INSFP Saïm Saïd, au chef-lieu de wilaya. Elle relève du domaine du tourisme et de l'hôtellerie, option production et gestion des voyages touristiques. Les deux spécialités relevant de la formation qualifiante seront ouvertes au Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) Djelouli Messaoum, dans le quartier «El Mandhar El Djamil» à Tiaret. Elles portent sur la formation d'agent de prévention sur les chantiers de construction, ainsi que sur la spécialité de poseur et installateur de revêtements. Les sta-

giaires bénéficieront d'une formation de trois mois, au terme de laquelle des certificats de spécialité leur seront délivrés. La même responsable a souligné que les établissements de formation professionnelle de la wilaya, qui comprennent six instituts nationaux spécialisés et 23 centres de formation professionnelle, offrent au total 8.180 places pédagogiques pour la prochaine session, dont 3.930 places dans les formations sanctionnées par un diplôme d'Etat et 4.250 places dans les formations sanctionnées par un certificat de qualification professionnelle.

TISSEMSILT

3.000 places pédagogiques pour la session d'octobre 2026

Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya de Tissemsilt a consacré 3.000 places pédagogiques pour la session d'octobre 2026, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de wilaya de la Formation et de l'Enseignement professionnels. La cheffe du service de la formation continue et du partenariat auprès de la Direction, Maazouz Hadjila, a indiqué que les places pédagogiques prévues pour cette session sont réparties entre les différents modes et dispositifs de formation au niveau des établissements de formation de la wilaya. Elle a souligné que, sur les 3.000 places pédagogiques réservées aux différents modes et dispositifs de formation, près de 1.000 places sont destinées à la formation résidentielle, 860 places à la formation par apprentissage et 50 places à la formation par passerelles. S'y ajoutent 50 places pour la formation en milieu rural et 175 places pour la formation par cours du soir. Par ailleurs, 205 places ont été programmées au profit des femmes au foyer et 255 places pédagogiques au profit des détenus des établissements pénitentiaires, selon la même source. Mme Maazouz a également ajouté que la session d'octobre verra l'introduction d'une nouvelle spécialité dans le domaine de l'informatique, portant sur l'option support technique et maintenance informatique. Cette nouvelle formation s'inscrit dans le cadre de la diversification de l'offre de formation et de son adaptation aux besoins du marché local de l'emploi. Elle a aussi indiqué que le secteur de la formation dans la wilaya a réduit le nombre de certaines spécialités confrontées à une saturation du marché du travail et à des possibilités d'emploi limitées, notamment dans les filières des techniques de l'administration et de la gestion, ainsi que des métiers des services. Cette mesure vise à réduire le chômage parmi les diplômés de ces spécialités et à orienter les demandeurs de formation vers des filières davantage recherchées sur le marché de l'emploi. La même responsable a souligné que les inscriptions pour la prochaine session se poursuivent via la plateforme numérique «Takwin», sans qu'il soit nécessaire de déposer un dossier papier, et ce jusqu'à la fin du mois de septembre prochain. Cette procédure permet aux personnes souhaitant rejoindre les établissements de formation de choisir les spécialités correspondant à leurs aspirations et à leur niveau scolaire. Dans le cadre de la préparation de la session d'octobre, le secteur a également élaboré un plan d'action visant à assurer la disponibilité des établissements de formation pour accueillir les nouveaux inscrits et à réunir les conditions nécessaires au bon déroulement de cette session, selon la même source. A noter que la wilaya de Tissemsilt dispose de 12 établissements de Formation et d'Enseignement professionnels, dont deux instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle, situés dans les communes de Tissemsilt et de Khemisti, ainsi que deux annexes de formation professionnelle dans les communes de Theniet El Had et de Layoune.

HYPERTENSION ARTÉRIELLE

Les laitages entiers ont-ils leur place ?

PAR AMEL B

Longtemps associés à une alimentation riche en graisses saturées, les produits laitiers entiers, pourraient-ils finalement avoir leur place dans une alimentation équilibrée ? Une étude canadienne publiée en 2026 dans le Journal of Nutrition apporte de nouveaux éléments au débat, mais ses résultats doivent être interprétés avec prudence.

Pendant 12 semaines, des chercheurs ont suivi 74 adultes en surpoids ou obèses afin d'évaluer les effets de trois portions quotidiennes de produits laitiers entiers sur le poids, la composition corporelle, les lipides sanguins et plusieurs paramètres métaboliques. Les résultats montrent surtout qu'une telle consommation n'a pas entraîné de dégradation significative de plusieurs marqueurs de santé. Une baisse modeste de la pression artérielle systolique a également été observée dans l'un des groupes, mais les chercheurs ne démontrent pas que les produits laitiers entiers constituent un traitement contre l'hypertension. L'étude, menée au Canada, a réparti les participants en trois groupes. Le premier devait réduire son apport énergétique d'environ 500 kilocalories par jour et consommer des produits laitiers pauvres en matières grasses. Les deux autres groupes recevaient trois portions quotidiennes de produits laitiers entiers, l'un avec une restriction calorique et l'autre sans restriction énergétique. Les produits utilisés étaient notamment du lait entier, du yaourt grec nature et du fromage. L'objectif principal de l'essai n'était pas de traiter l'hypertension, mais d'évaluer si l'introduction régulière de produits laitiers entiers pouvait être compatible avec le contrôle du poids et de différents facteurs cardi-métaboliques.

Sur la tension artérielle, les résultats sont intéressants mais doivent être replacés dans leur contexte. Dans le groupe consommant trois portions de produits laitiers entiers sans restriction calorique, la pression artérielle systolique a diminué d'environ 2,72 mmHg après 12 semaines. Dans le groupe soumis à une restriction calorique et consommant des produits laitiers pauvres en matières grasses, la baisse atteignait environ 4,25 mmHg. En revanche, cette étude ne permet pas de conclure que les produits laitiers entiers sont responsables de la baisse observée : la comparaison statistique entre les groupes ne montre pas une supériorité claire de cette stratégie sur les autres. La pression diastolique n'a pas non plus connu de changement significatif.

Autre enseignement important : malgré l'ajout de trois portions quotidiennes de produits laitiers entiers, les participants n'ont pas présenté, au

Les produits laitiers entiers pourraient trouver leur place dans une alimentation équilibrée, sans effet négatif majeur sur les principaux marqueurs métaboliques.



terme des 12 semaines, d'augmentation significative du poids, de l'indice de masse corporelle, de la masse grasse, du cholestérol ou de la glycémie. Une hausse temporaire des triglycérides a toutefois été observée au cours de l'étude avant de revenir au niveau initial à la semaine 12. Les groupes consommant les produits laitiers entiers ont également augmenté leurs apports en protéines et en calcium. Ces résultats remettent donc en question une approche trop simpliste selon laquelle tous les produits laitiers entiers devraient automatiquement être exclus d'une alimentation destinée à protéger le cœur. Ils ne signifient toutefois pas que le lait entier ou le fromage seraient des aliments hypotenseurs. Il faudra toutefois des études plus longues et portant sur des populations plus importantes, notamment des personnes souffrant d'hypertension, pour déterminer si les produits laitiers entiers ont réellement un effet favorable sur la pression artérielle. Les recommandations médicales actuelles n'ont d'ailleurs pas changé à la suite de cette étude. Les recommandations américaines AHA/ACC publiées en 2025 continuent de placer au premier plan une alimentation favorable à la santé cardiovasculaire, notamment le régime DASH, la réduction de l'apport en sodium, l'augmentation de l'activité physique et le contrôle du poids. Le régime DASH privilégie notamment les fruits, les légumes, les céréales complètes, les légumineuses, les noix et les produits laitiers pauvres ou dépourvus de matières grasses. La question du sel reste particulièrement impor-

tante. Les recommandations AHA/ACC préconisent de limiter l'apport en sodium à moins de 2 300 mg par jour, avec un objectif idéal inférieur à 1 500 mg chez de nombreux adultes souffrant d'hypertension. Cette précision est essentielle lorsqu'on parle de fromage : certains fromages peuvent contenir des quantités importantes de sodium, de sorte que leur effet potentiel ne peut pas être évalué uniquement à partir de leur teneur en matières grasses. En pratique, cette nouvelle étude apporte surtout un message de modération. Chez les adultes étudiés, consommer trois portions quotidiennes de produits laitiers entiers pendant 12 semaines n'a pas provoqué de prise de poids ni de détérioration des principaux marqueurs métaboliques mesurés. Une diminution modeste de la pression systolique a même été constatée dans le groupe consommant ces produits sans restriction calorique. Mais il serait excessif d'affirmer que le lait entier, le yaourt grec ou le fromage font baisser la tension artérielle. Pour les personnes hypertendues, les mesures dont l'efficacité est solidement établie restent la réduction du sodium, une alimentation de type DASH, une activité physique régulière, le contrôle du poids et, lorsque cela est nécessaire, le traitement médical prescrit. En somme, cette étude suggère que, dans certaines conditions et en quantité maîtrisée, les produits laitiers entiers peuvent s'intégrer à une alimentation équilibrée sans entraîner les effets métaboliques négatifs observés dans cet essai.

A.B

Skikda

150 enfants initiés aux premiers gestes de secourisme

Au total, 150 enfants ont été initiés aux premiers gestes de secourisme, liés au sauvetage en mer, dans le cadre d'un camp d'été, organisé dans la commune de Collo, dans la wilaya de Skikda, par le bureau de Constantine de l'association nationale Kafil El Yatim, à-on informé lundi auprès de son président, Kamel Boussalem.

Il s'agit de trois sessions de formation pratique liée à ce domaine, ayant été encadrés par des sapeurs pompiers mobilisés pour la surveillance sur la plage de Ben Zouit pertinentes de cette commune en faveur de 3 groupes d'enfants composés de 50 individus pour chacun (filles et garçons) âgés entre 8 et 12 ans, a précisé à l'APS la même source.

D'autres séances de sensibilisation et de prévention contre divers phénomènes naturels et risques majeurs (feux, inondations, accidents de la route ou domestiques) et des ateliers qui apprennent aux enfants à réagir sans paniquer en attendant les secours et à faire connaître les numéros d'urgence de la Protection civile, ont été organisés, à-il ajouté, pertinent que le but est d'ancrer les réflexes d'urgence dès le plus âge jeune, d'inculquer l'esprit de secourisme et de solidarité et d'impliquer cette catégorie à développer ses capacités, pour faire face aux situations d'urgence et de catastrophes. L'initiative a été organisée au titre d'un programme d'activités récréatives, éducatives, religieuses et sportives lancé depuis le 8 août dernier dans le cadre de ce camp d'été visant à offrir aux enfants des espaces de loisirs, de formation et d'échanges culturels tout en contribuant à promouvoir les valeurs de solidarité, d'entraide et d'humanisme, à-on indiquées. Des actions de nettoyage de la plage, destinées à la préservation de l'environnement, ont également été lancées en marge de ce programme qui s'étalera jusqu'au 22 août, a fait savoir le président du bureau local de cette association nationale.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Une menace pire qu'escomptée pour les personnes âgées

Le réchauffement climatique va, au cours des prochaines décennies, exposer les personnes âgées à une augmentation des températures encore plus dangereuse que prévue, avance mardi une étude publiée dans le Lancet Planetary Health. Les résultats de ces modélisations, réalisés par des chercheurs américains de l'université de Stanford, prennent une actualité particulière alors que l'Europe et l'Amérique du Nord vivent un été exceptionnellement chaud. La France, notamment, a été l'un des pays les plus frappés par des chaleurs anormales avec plusieurs canicules, dont l'une d'une ampleur sans précédent fin juin pour une surmortalité es-

timée à plus de 6.000 décès.

Les chercheurs de Stanford ont cherché à établir à quel point le réchauffement climatique allait exposer les personnes âgées à des niveaux intolérables de températures d'ici à 2100. Ce champ de recherche est déjà bien découvert. Mais, préviennent les chercheurs, les études précédentes semblent avoir nettement sous-estimé les risques encourus par les personnes âgées, car elles se basaient sur des connaissances en partie obsolètes. En cause, un indicateur crucial : la température humide. Comme son nom l'indique, il prend non seulement en compte le degré de chaleur de lui-même mais aussi celui d'humidité, car la même température est nettement plus

dangereuse quand elle est associée à un temps plus humide.

Or, les risques liés à un niveau donné de température humide ont, pendant longtemps, été mesurés sur des personnes jeunes et en bonne santé. Des recherches plus récentes, impliquant des personnes plus âgées, montrent que les dangers pour ces dernières avaient été sous-estimés. En intégrant ces nouvelles connaissances, puis en les croisant avec des modélisations prenant en compte le vieillissement attendu de la population mondiale au cours des décennies suivantes, les auteurs ont conclu qu'une «chaleur intolérable frappera beaucoup plus de gens qu'estimé auparavant, à une échelle bien supérieure et

pendant des durées plus longues». A titre d'exemple, si d'ici 2100 le monde se réchauffe de 1,5 C par rapport à l'époque pré-industrielle, 22% des personnes de plus de 60 ans seront alors exposées chaque année à une chaleur dangereuse pendant plus d'un mois, selon ces modélisations dont les résultats restent dépendants de divers choix méthodologiques. Les auteurs soulignent que les pays les plus à risques sont ceux où de larges pans de la population n'ont pas les moyens de se protéger de la chaleur. Ils appellent à la fois à des mesures pour faciliter l'accès aux outils comme la climatisation, et à réduire les émissions de carbone.

INDE

Sept morts dans l'incendie d'un hôtel au Bengale-Occidental

Au moins sept personnes ont péri et plusieurs autres ont été blessées, lundi, dans un violent incendie qui s'est déclaré dans un hôtel de l'Etat du Bengale-Occidental, dans l'est de l'Inde, ont indiqué les autorités locales. Selon la police, l'incendie s'est déclaré aux premières heures de la matinée au rez-de-chaussée d'un hôtel de quatre étages, situé dans la ville de Tarapith, dans le district de Birbhum, à environ 220 km au nord de Kolkata, capitale de l'Etat. Un responsable de la police a précisé que les victimes avaient succombé à l'inhalation de fumées toxiques dégagées par le faux plafond en feu, la fibre de verre et d'autres matériaux inflammables utilisés dans la réception de l'établissement. Le feu s'est rapidement propagé aux étages supérieurs. Des premiers éléments font état d'une possible étincelle électrique à l'origine du sinistre. Une enquête a été ouverte par la police afin de déterminer les causes exactes de l'incendie et d'en établir les circonstances.

BIRMANIE

Près de 150 cas de choléra confirmés à Rangoun

Les autorités de la région de Rangoun, en Birmanie, ont confirmé lundi 149 cas de choléra parmi 500 personnes hospitalisées pour des diarrhées sévères, marquant la première confirmation officielle de la présence de la maladie dans la région, a annoncé lundi un responsable régional. Depuis le 9 août, 500 personnes ont été hospitalisées avec une diarrhée, principal symptôme du choléra, a déclaré le ministre des Affaires sociales de la région Bo Htay. Des tests rapides de dépistage du choléra se sont révélés positifs dans 149 cas, a déclaré ce responsable devant le parlement de la région de Rangoun, qui comprend la plus grande ville de la Birmanie. Ces déclarations constituent la première confirmation officielle de la présence du choléra, plus d'une semaine après les premières hospitalisations. Le choléra, infection diarrhéique aiguë, est provoqué par l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminées par un vibron. Facile à traiter par réhydratation notamment, ou avec des antibiotiques dans les cas sérieux, il peut néanmoins tuer en quelques heures faute de traitement. Plus de 100 nouveaux patients ont été admis à l'hôpital jeudi soir, mais le nombre de nouveaux cas a depuis diminué, a précisé le ministre. L'Organisation mondiale de la Santé décrit le choléra comme «une menace pour la santé publique mondiale».

CHINE

Cinq morts confirmés après le chavirement d'un petit bateau

Les cinq personnes portées disparues après un accident de bateau dans la province du Yunnan, dans le sud-ouest de la Chine, ont toutes été retrouvées et leur décès a été confirmé, ont annoncé les autorités mardi. L'accident s'est produit sur la rivière Nanpan dans le district de Huaning mercredi dernier vers 18h00, lorsqu'une petite embarcation privée transportant six personnes a chaviré, a indiqué le gouvernement du district dans un communiqué. L'une d'entre elles a été secourue et plus de 470 sauveteurs, dont des pompiers et des policiers, ont été mobilisés pour rechercher les cinq autres.

INCENDIE DANS L'EST DE LA BELGIQUE

Mobilisation maximale pour «**encercler définitivement**» le feu

Les pompiers espèrent «encercler définitivement» mardi l'incendie historique qui ravage depuis vendredi les Hautes Fagnes, dans l'est de la Belgique. Le feu a déjà détruit près de 3.000 hectares de cette réserve naturelle, soit l'un des pires incendies jamais enregistrés dans le pays. Les autorités locales concentrent leurs efforts sur la jonction entre les lignes de défense nord et est afin de boucler complètement le sinistre. «L'objectif du jour, c'est vraiment de faire cette jonction entre la ligne de défense nord et est, et d'encercler définitivement le feu», a expliqué Nicolas Yernaux, porte-parole des autorités wallonnes. Le terrain, difficile d'accès, complique considérablement l'intervention des secours. Le vent, qui souffle vers l'est en direction de la frontière allemande, constitue également une difficulté majeure.

La pluie tombée lundi a toutefois permis de ralentir la progression des flammes. Les autorités indiquent que le feu est désormais contenu dans certaines zones accessibles, même si plusieurs foyers restent actifs. La situation demeure particulièrement délicate dans les tourbières, où la végétation peut continuer à brûler sous terre et rendre l'extinction complète difficile. Près de 500 pompiers, militaires, agriculteurs et autres intervenants participent aux opérations. Des moyens aériens venus de plusieurs pays européens ont également été mobilisés pour appuyer les équipes au sol. L'Union européenne a par ailleurs apporté une aide supplémentaire après l'activation du mécanisme de protection civile.

La situation reste également surveillée du côté allemand. Plusieurs localités proches de la frontière ont pris des mesures préventives face à la progression du feu et aux fumées. En Belgique, certains habitants évacués ont pu regagner leur domicile,

Mobilisés depuis vendredi dans l'est de la Belgique, les pompiers, poursuivaient mardi leurs efforts pour maîtriser un incendie d'une ampleur exceptionnelle, qui a déjà ravagé près de 3 000 hectares d'un parc naturel situé à proximité de la frontière allemande.



tandis que les restrictions restent maintenues dans les secteurs encore considérés comme dangereux. Les autorités belges restent néanmoins confiantes dans leur capacité à contenir l'incendie. Celui-ci a déjà dépassé largement le précédent record national établi en 2011, lorsqu'environ 1.400 hectares

avaient brûlé.

La Belgique, comme une grande partie de l'Europe, a connu ces dernières semaines des épisodes de fortes chaleurs et de sécheresse, des conditions qui ont favorisé la propagation rapide du feu. L'origine de l'incendie fait toujours l'objet d'une enquête.

ROYAUME-UNI

Une sixième vague de chaleur attendue les prochains jours

Le Royaume-Uni pourrait connaître une sixième vague de chaleur à la fin du mois d'août et au début du mois de septembre, alors que le pays fait face à de fortes chaleurs et à une sécheresse persistante, a indiqué lundi le service météorologique britannique. Selon les prévisions pour la période du 30 août au 13 septembre, de nouveaux épisodes de chaleur pourraient notamment toucher le sud du pays, tandis que les températures devraient revenir à des niveaux plus proches de la normale dans d'autres régions, rapporte le quotidien britannique The Independent. Cette perspec-

tive intervient malgré une baisse attendue des températures au cours de la semaine, après la cinquième vague de chaleur de l'année, marquée par un pic à 38,1 °C. Face à la multiplication des épisodes de chaleur, de sécheresse et des incendies, le gouvernement britannique a renforcé sa mobilisation et organisé une réunion d'urgence consacrée à leurs conséquences sur la population, les ressources en eau et l'agriculture. La sécheresse touche actuellement environ 45 millions de personnes, tandis que 27 millions sont concernés par des restrictions sur l'utilisation de l'eau. Les condi-

tions particulièrement sèches ont également favorisé une multiplication des incendies de végétation en Angleterre et au pays de Galles, dont le nombre a dépassé le précédent record établi en 2025.

Le Royaume-Uni a par ailleurs connu, au milieu du mois de juillet, plusieurs journées avec des températures supérieures à 30 °C, soit davantage que durant l'ensemble de l'année 1976, marquée par une vague de chaleur historique. Selon le Met Office, de nouvelles périodes chaudes restent possibles avant la fin de l'été, même si leur intensité et leur localisation demeurent encore incertaines.

ZIMBABWE

Le bilan du **nauffrage** d'un ferry grimpe à au moins 80 morts

Le Zimbabwe est en deuil après le naufrage, mardi 11 août, d'un ferry sur le lac Kariba. Avec un bilan qui s'élève désormais à au moins 80 morts, il s'agit de la pire catastrophe fluviale de l'histoire du pays. Alors que 77 passagers ont pu être sauvés, les autorités zimbabwéennes ont annoncé, dimanche 16 août, l'ouverture d'une enquête. Exploité par l'Agence gouvernementale pour le développement des infrastructures rurales (RIDA), le navire reliait la ville de Kariba à celle de Chalala. Les premiers éléments de l'enquête pointent une surcharge du ferry. Le navire, autorisé à transporter 90 personnes, comptait à son bord 114 adultes, cinq membres d'équipage et un nombre indéterminé d'enfants au moment du drame. Il a chaviré dans des eaux agitées, un accident rare sur ce vaste lac situé à la frontière avec la Zambie. La plupart des passagers étaient des villageois et des marchands de poisson vivant aux abords du lac. Les recherches se sont poursuivies tout le week-end et ont permis aux secours de repêcher quatre nouveaux corps. Dimanche 16 août, le ministre des Transports et des Infrastructures, Felix Mhona, s'est rendu sur les lieux du drame et a pu voir l'épave du bateau, considéré comme l'un des plus fiables de la flotte. Le ministre s'est également entretenu avec les opérateurs de ferries du lac Kariba. Ceux-ci ont réclamé davantage de formation, notamment sur l'utilisation des équipements de secours à bord des navires. Des témoignages de survivants mettent également en cause l'attitude du capitaine, lui aussi décédé dans le naufrage. Celui-ci aurait insisté pour poursuivre la traversée malgré des conditions météorologiques difficiles. D'autres questions portent enfin sur le décompte des passagers effectué par la RIDA, propriétaire du bateau.

EN ROUTE POUR TARENTE-2026

L'élite sportive algérienne en ordre de bataille

La natation algérienne, fer de lance de la délégation, peaufine ses réglages au Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires de Ben Aknoun (Alger). Sous la houlette de l'entraîneur national Bouchendouka Mouloud, un quatuor composé d'Abdellah Arjoun, Farès Ben Zidoun, Mehdi Charaf Eddine Ben Fekih et Ramzi Chouchar s'est astreint à un programme intensif. «La discipline et la concentration marquent chaque séance, avec une détermination sans faille», souligne la Fédération algérienne des sports aquatiques (FASA). L'objectif est d'élever le niveau technique pour rivaliser avec le gotha méditerranéen. Si ces quatre nageurs affinent leurs performances à Alger, deux autres membres de l'élite, Jaouad Syoud et Amel Melih, ont opté pour une logistique différente : ils rejoindront directement Tarente, où ils retrouveront leurs coéquipiers pour le début des hostilités. Cette préparation stratégique, adaptée aux exigences de la haute compétition, démontre la volonté de la FASA de maximiser les chances de médailles pour une natation algérienne en pleine quête de reconnaissance internationale.

Préparation de haute volée des judokas algériens

De son côté, le judo algérien a choisi l'immersion internationale pour parfaire sa condition. Depuis lundi, la sélection nationale seniors (messieurs et dames) a investi les tatamis de Valence, en Espagne, pour le prestigieux « Valencia International Training Camp ». Ce stage, qui s'étire jusqu'au 22 août, représente une étape charnière pour les douze judokas (sept messieurs et cinq dames) engagés. Encadrés par le duo technique Iliès Saker et Abdessamad Mazari, les athlètes se frottent à une concurrence de haut niveau à travers des séances d'opposition intenses. Pour la Fédération algérienne de judo (FAJ), ce regroupement est une opportunité cruciale d'ajuster les derniers détails tactiques avant le rendez-vous ita-

A quelques jours du coup d'envoi des Jeux méditerranéens de Tarente-2026 (Italie), prévus du 21 août au 3 septembre, le sport algérien affiche ses ambitions. Pour ne rien laisser au hasard, les sélections nationales de natation et de judo ont enclenché une ultime phase de préparation intensive. Entre les bassins algérois et les tatamis espagnols, la volonté est claire : arriver dans les meilleures dispositions pour faire briller les couleurs nationales et viser les sommets des podiums.



lien. « Il s'agit de permettre à nos athlètes d'atteindre leur pic de forme au moment opportun », précise l'instance. En combinant préparation physique de rigueur et confrontation avec l'élite mondiale présente à Valence, le staff technique espère forger un mental et une condition physique prêts à braver les défis de Tarente.

A l'approche du rendez-vous transalpin, ces deux disciplines témoignent de la maturité du sport algérien. Que ce soit dans les eaux d'Alger ou sur les tatamis valenciens, le message est unanime : l'Algérie ne fera pas de la figuration à Tarente. La rigueur actuelle du travail accompli par les nageurs et les judokas augure, d'ores et

déjà, une délégation algérienne prête à défendre chèrement sa peau et à porter haut l'emblème national dans le ciel méditerranéen.

H.M.



ESPAGNE

Aïssa Mandi débute mal

Titularisé dès la première journée de Liga, Aïssa Mandi a disputé l'intégralité de la rencontre, mais ses débuts avec Levante ont été assombris par une lourde défaite contre l'Espanyol dimanche. Pour la première journée de Liga, Luis Castro n'a aligné qu'une seule recrue au coup d'envoi : Aïssa Mandi. Revenu en Espagne après son passage à Lille, le défenseur algérien a été titularisé dans l'axe du Levante sur la pelouse de l'Espanyol et a disputé l'intégralité de la rencontre. Ses débuts ont toutefois tourné au cauchemar. Levante s'est incliné 3-0, puni par un doublé de Roberto Fernández aux 4e et 39e minutes, puis par Tyrhys

Dolan à la 79e. Comme la défense valencienne, Mandi a souffert face à l'intensité et à l'efficacité des Catalans, dominateurs dès l'entame. Cette reprise intervient moins d'un mois après l'annonce de sa retraite internationale. Critiqué pour ses prestations avec l'Algérie au Mondial 2026, le champion d'Afrique 2019 a quitté les Verts après près de treize années et 123 sélections. Concentré sur Levante, le joueur de 34 ans devra apporter son expérience pour aider le club à réagir.

MONDIAL-2026 DE JUDO (CADETS)

La sélection avec cinq athlètes en Equateur

La sélection algérienne de judo cadette (filles et garçons), composée de cinq garçons athlètes (1 filles et 4), s'est envolée dans la nuit de dimanche à lundi à destination de Guayaquil (Equateur), pour prendre part aux Championnats du monde de la catégorie 2026, prévus du 20 au 22 août, à indiqué la Fédération algérienne de judo (FAJ). La délégation algérienne est conduite par le membre fédéral Zine Eddine Haqiqi, qui accompagnera les athlètes nationaux lors de ce rendez-vous mondial.

Le président de la Fédération algérienne de judo, Othmane Hachemi, était présent pour saluer la délégation avant son départ, souhaitant plein succès aux judokas algériens et au sport national dans cette compétition internationale, précise la même source. La participation algérienne à ces Mondiaux-2026 vise à réaliser des résultats honorables et à défendre les couleurs nationales, dans une compétition qui réunira plusieurs des meilleurs jeunes talents du judo mondial, selon la FAJ.

Cinq judokas algériens, quatre garçons et une fille, sont engagés dans cette échéance et ambitionnent de réaliser des performances à la hauteur des attentes et de représenter dignement le drapeau national en Equateur, dans un tournoi qui regroupera 475 judokas (253 garçons, 222 filles) représentants 62 pays. Cette participation constitue également une étape importante dans la formation d'une nouvelle génération à vocation olympique, à travers le rajeunissement de la sélection nationale et la préparation de la relève de l'équipe première,

avec pour objectif d'inscrire le travail dans une perspective à long terme en prévision des grands rendez-vous internationaux, notamment les Jeux olympiques de Brisbane-2032. Les représentants algériens engagés aux Mondiaux-2026 sont : Nour El Houda Dahmani (-52 kg) (championne d'Afrique et 5e mondiale) Larbi Addad (-60 kg), (champion d'Afrique et 6e mondial) Sofiane Azzi (-66 kg), (champion d'Afrique et 6e mondial) Anis Zekkour (-60 kg), (vice-champion d'Afrique) Anis Khoudja (-81 kg), (champion d'Afrique et 8e mondiale).

ES Tunis

Youcef Belaïli présenté officiellement

En présentant officiellement Youcef Belaïli malgré la contestation du MCA, l'ES Tunis montre qu'elle estime son dossier solide et se dit prête à défendre cette signature devant les instances internationales. L'Espérance de Tunis a choisi de passer en force dans le dossier Youcef Belaïli. Sa suspension désormais levée, l'international algérien a été officiellement présenté comme une recrue des Sang et Or, malgré les contestations formulées par le MC Alger. A travers cette officialisation, le club tunisien balaie les menaces et affiche une confiance totale dans la solidité juridique de son dossier. L'EST paraît convaincue de pouvoir faire valoir ses droits, y compris si l'affaire devait être portée devant la FIFA ou une autre instance internationale. Le MCA affirme pourtant disposer d'un engagement antérieur signé par Belaïli, dont l'entrée en vigueur dépendait de la levée de sa sanction et de la réussite de sa visite médicale. Djamel Benlamri a confirmé cette version, mais le joueur l'a démentie en direct sur El Heddaf TV, allant jusqu'à qualifier son ancien coéquipier de « menteur ». L'ES Tunis a même choisi Youcef Belaïli parmi les joueurs chargés de présenter son nouveau maillot cette semaine. Une preuve supplémentaire que le club ne redoute visiblement aucune procédure et se montre certain de son coup. Depuis son retour en 2024, l'Algérien totalise 52 matchs, 25 buts et 23 passes décisives.

Italie

Plusieurs pistes refermées pour Belghali

Alors que plusieurs pistes prestigieuses se sont refermées, Rafik Belghali reste courtisé en Italie. Sassuolo accélère désormais pour le latéral algérien, également suivi par le Torino et Venezia. Plusieurs portes prestigieuses se sont refermées devant Rafik Belghali. L'AS Roma a recruté Nahuel Molina, tandis que l'Inter Milan a choisi Djed Spence. L'international algérien pourrait néanmoins poursuivre sa carrière en Serie A. Selon le journaliste italien Gianluca Di Marzio, Sassuolo a récemment accéléré dans ce dossier. Le club neroverde aurait effectué une nouvelle avancée susceptible de devenir décisive, même si aucun accord total n'a encore été trouvé avec l'Hellas Vérone. La concurrence reste toutefois présente. Le Torino et Venezia continueraient de surveiller la situation du latéral droit, dont la valeur serait comprise entre sept et huit millions d'euros. Un montant conséquent, mais accessible pour plusieurs formations italiennes. A deux semaines de la fermeture du mercato, Rafik Belghali préfère encore temporiser afin d'étudier toutes ses possibilités. Après la relégation de Vérone en Serie B, son objectif reste de rejoindre un projet lui permettant de poursuivre sa progression au plus haut niveau. Sassuolo semble désormais avoir pris une longueur d'avance.

REAL MADRID

Les atouts de Mourinho

Les essais sont terminés, et le moment est désormais venu de passer au «travail sérieux» et au «bon travail», selon les mots de José Mourinho, après que le Real Madrid a disputé six matches amicaux pour tester ses joueurs avant d'affronter l'Espanyol en Liga.



Le club merengue a bouclé sa préparation pour la nouvelle saison sans la moindre défaite, avec cinq victoires pour un match nul, et des signes clairs de progression. Le sentiment positif est bien là, tout comme les résultats et les chiffres, après que le Real Madrid a conservé sa cage inviolée face au Deportivo et à Schalke, atteignant le stade de Cornellà après avoir joué 243 minutes consécutives sans encaisser le moindre but. Mais malgré tous ces indices, Mourinho n'a pas dévoilé toutes ses cartes, et il n'était de toute façon pas en mesure de le faire. Six joueurs, soit près de la moitié de l'effectif, n'ont eu que des minutes limitées lors du dernier match en Allemagne, tandis que six autres sont absents pour cause de blessures. Ainsi, les six rencontres ont laissé derrière elles un ensemble de certitudes, ainsi qu'un certain nombre de points d'interrogation que Mourinho tentera de trancher au début de la saison, selon ce qu'a rapporté le journal espagnol « AS ».

L'une des caractéristiques les plus marquantes du nouveau Real Madrid semble résider dans sa composition offensive. Mourinho a adopté un dispositif en 4-2-3-1 qui paraît, au vu de ce qui a été montré jusqu'ici, adapté pour intégrer ses quatre piliers of-

fensifs : Diomandé, Jude Bellingham, Vinicius Junior et Kylian Mbappé. Ce quatuor n'est pas encore apparu ensemble sur le terrain. Vinicius a été le premier de retour et a participé à trois matches amicaux, tandis que ses trois coéquipiers sont arrivés au cours de la semaine dernière et n'ont joué ensemble que face à Schalke.

Lors de ce match, nous avons vu la ligne défensive à trois censée assurer la protection de Mbappé pendant 25 minutes, tandis que Diomandé, Bellingham et Vinicius ont joué ensemble à Gelsenkirchen, mais c'est Carlos Espí qui a occupé le poste d'avant-centre à la place de l'attaquant français. Ce système offre à Mourinho une certaine souplesse tactique, et Bernardo Silva a été l'un des éléments clés qui l'ont aidé en ce sens. En effet, en début de seconde période face au Deportivo, l'entraîneur portugais a essayé trois joueurs au milieu de terrain, à savoir Camavinga, Valverde et Bernardo Silva, avec des permutations entre le poste de milieu offensif et le côté gauche.

Une lutte ouverte au double pivot

En passant au milieu de terrain, la principale question demeure celle de l'identité du duo sur lequel Mourinho s'appuiera à la charnière. La concurrence semble rude entre Tchouaméni, Valverde et Bernardo

Silva pour occuper les deux postes, avec Camavinga comme option supplémentaire.

La situation de Camavinga renferme un paradoxe évident : il est devenu le quatrième joueur le plus utilisé sous les ordres de Mourinho, mais cela est en grande partie lié aux circonstances de la préparation. Son absence à la Coupe du monde l'a rendu disponible dès le premier jour des préparatifs, contrairement aux trois autres joueurs. Quant à son niveau, plutôt que de trancher le débat qui l'a entouré la saison dernière, il a maintenu la concurrence ouverte.

Mourinho a procédé à plusieurs changements au niveau du double pivot au fur et à mesure de l'arrivée du reste des joueurs. Il a entamé la préparation en s'appuyant sur Camavinga et Cestero face à Alcorcón, avant d'aligner Valverde aux côtés du joueur français face à Leganés, puis a continué de compter sur ce duo face à la Fiorentina et Ferencváros.

Lors du match contre le Deportivo, Camavinga et Bernardo Silva ont débuté, tandis que Bernardo Silva et Valverde ont joué face à Schalke. En revanche, Tchouaméni n'a pas encore participé en raison d'une blessure à la cuisse, tandis que Thiago, dernière recrue à avoir rejoint l'équipe, est absent à la suite d'une blessure au genou gauche.

Après ses critiques contre Infantino Le Français Lamour limogé

«Et si cela signifie que je perds mon emploi, qu'il en soit ainsi. Je comprendrai et respecterai cette décision. Au moins, je dormirai bien cette nuit.» C'est ce qu'avait lâché Kevin Lamour, numéro 3 de la Fifa après avoir publiquement taclé Gianni Infantino, le

président de l'instance, fin juillet.Deux semaines après son communiqué publié sur Associated Press, le directeur des opérations de la Fifa a bien été licencié, selon des informations de The Athletic confirmées par L'Équipe. Numéro 3 de la Fifa, le Français de 45 ans était en poste depuis novembre 2024. Il n'avait pas hésité à s'opposer au projet d'Infantino, qui souhaitait créer une société commerciale afin de vendre des parts de la Coupe du monde à des investisseurs privés. Une idée retirée à la suite de la vague de désapprobation suscitée.

Les critiques de Lamour ne sont visiblement pas pas-

sées. «La Fifa remercie Kevin pour ses deux années de service et lui souhaite bonne chance pour l'avenir», a déclaré un porte-parole à The Athletic.

«Il s'agit du projet d'une seule personne, avait pour sa part lancé l'ex-numéro 3 de la Fifa. Non seulement ce projet ne doit pas aboutir, mais il est temps que les dirigeants politiques du football se posent les bonnes questions et prennent les bonnes décisions.» Il avait indiqué que le personnel de l'instance avait été «trompé» par le manque de transparence de son président et qu'il méritait «mieux que le mépris et l'intimidation».

Belgique

Rudi Garcia critique le staff médical

L'aventure de Rudi Garcia sur le banc de la sélection belge s'est achevée à la fin juillet, à la fin d'un contrat de 18 mois où le technicien de 62 ans a pu conduire les Diables Rouges jusqu'en quarts de finale de la Coupe du monde cet été (défaite 1-2). Dans un entretien accordé à l'Equipe, lundi, celui-ci revient sur cette année et demi à la tête des Diables Rouges, expliquant notamment que les choses «se sont bien terminées» avec la Fédération belge, alors que le nom de son successeur, le Néerlandais Mark van Bommel, a déjà été annoncé.

«Vincent (Mannaert, le directeur sportif) m'a dit qu'il voulait quelqu'un de plus jeune (...) Je voulais faire sortir par la grande porte les dernières légendes de cette équipe : Romelu Lukaku, Kevin De Bruyne, Thibaut Courtois. La mission a été accomplie», estime l'ancien entraîneur de l'OM ou de l'OL. Disant s'être déjà questionné sur son avenir dès la fin du Mondial, il avance «qu'il serait bien resté» pour les joueurs et le staff technique mais ne voulait pas tomber dans un choix «de confort». De plus, il estime que «toutes les conditions n'étaient pas réunies» pour remplir avec la Belgique, en pointant notamment du doigt... le staff médical, responsable selon lui de la mauvaise gestion des blessures de son groupe durant la compétition.

«On aurait pu faire mieux sans tous les problèmes de blessures ou de maladie, pour Jérémy Doku, par exemple. Vincent le savait. Je lui avais demandé de les gérer. Le staff médical est composé de mecs bien, compétents dans leur domaine. Mais il leur manque un vrai vécu au quotidien dans des clubs professionnels. Ils auraient eu des attitudes ou des jugements différents, auraient pu s'appuyer sur mon expérience du haut niveau.»

Rudi Garcia va désormais pouvoir se pencher sur son prochain challenge, avec peut-être la possibilité de reprendre un club.

CHELSEA FC

Pedro Neto coûte 100 millions de livres sterling

Chelsea a informé ses prétendants qu'il réclame près de 100 millions de livres sterling pour se séparer de Pedro Neto cet été, selon le Daily Mail. Le joueur de 26 ans, arrivé dans l'ouest de Londres en 2024 dans le cadre d'un transfert de 54 millions de livres sterling en provenance de Wolverhampton, est devenu l'un des noms les plus commentés lors des dernières semaines du mercato.La direction de Stamford Bridge a revu sa valorisation à la hausse

après avoir observé les tendances récentes du marché. Le club cite l'opération du Real Madrid pour Yan Diomande, d'une valeur pouvant atteindre 120 millions de livres sterling, ainsi que les énormes prix fixés pour Bradley Barcola du Paris Saint-Germain, ciblé par Liverpool, pour justifier sa nouvelle position. Alors que les cadors de Premier League étaient à l'affût, c'est le club saoudien d'Al-Hilal qui a effectué l'approche la plus décisive. Selon plusieurs informations, Neto a déjà ap-

prouvé son transfert à Al-Hilal, après avoir trouvé en privé un accord sur les conditions personnelles. Le club basé à Riyad serait prêt à offrir un montant aux alentours de 60 M€ (51 M€), mais cela reste nettement en deçà de la nouvelle valorisation que Chelsea a communiquée au marché cette semaine.Les représentants de l'international portugais n'ont pas encore commenté officiellement les liens avec le Moyen-Orient, mais cette évolution a mis les rivaux nationaux en état

d'alerte. Si Chelsea venait à sanctionner une vente, le club n'aurait alors qu'un temps limité pour lui trouver un remplaçant avant la date limite.Cette nouvelle est un coup dur pour Manchester City et Arsenal, qui suivent l'ailier depuis plusieurs mois. Le nouvel entraîneur de Manchester City, Enzo Maresca, tient absolument à retrouver Neto, après avoir identifié son ancien joueur comme une cible prioritaire pour apporter davantage de dynamisme à son attaque à l'Etihad Stadium.

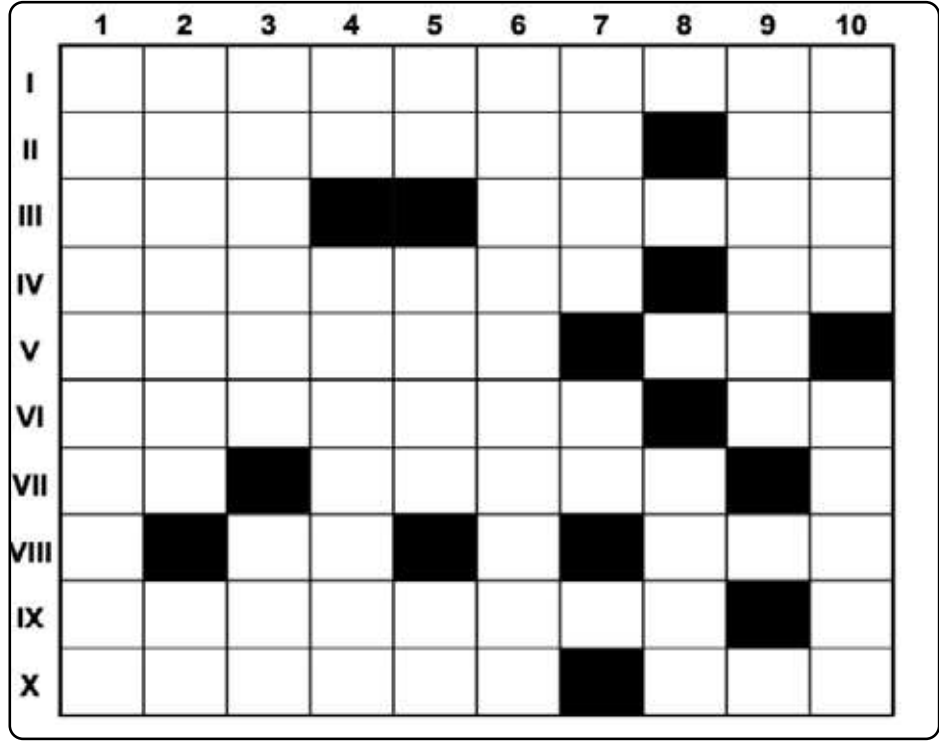
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Garde-corps. II. Un symbole du compagnon maçon. Morceau de squelette. III. Mastic de garnissage. Précède Noël. IV. Une pièce quasi indispensable pour une maison bioclimatique. C'est moi qui parle. V. Publiai. Se jette dans l'Adriatique. VI. Château de poupe. Nanoseconde. VII. L'Equateur en ligne. Affluent de la Seine. VIII. Rapport en maths. Voie publique. IX. Entoure la cité médiévale. X. Abrita une manufacture et une école normale. Aigre.

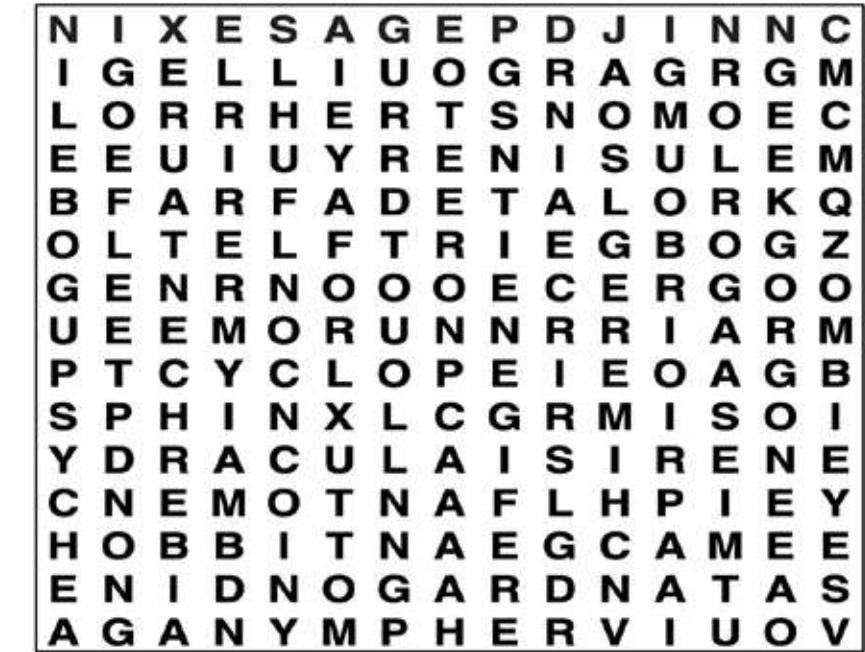
VERTICALEMENT

1. Positions dominantes en architecture. 2. Ouvrage d'art et d'eau. Négation. 3. Pupitre. Vieille technique de télécommunication. 4. Europe abrégée. Bâtiment de peintres. 5. Strontium. L'OTAN outreAtlantique. C'est-à-dire que c'est du latin. 6. Héritage du passé. 7. Imagina. Au milieu du menu. 8. Pierre de construction. 9. Domine les fortifications. 10. Villa romaine à Tivoli. Une famille d'architectes allemands.

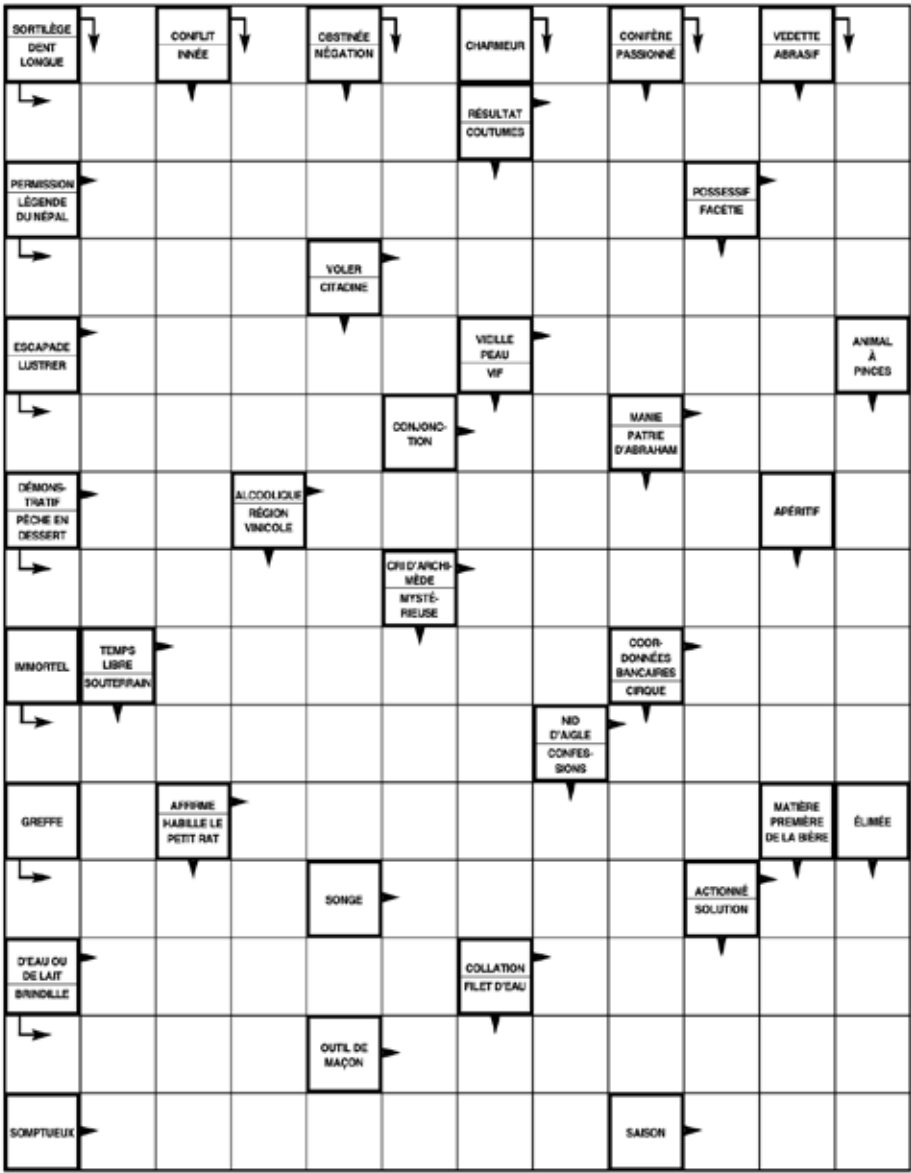


MOTS MÊLÉS

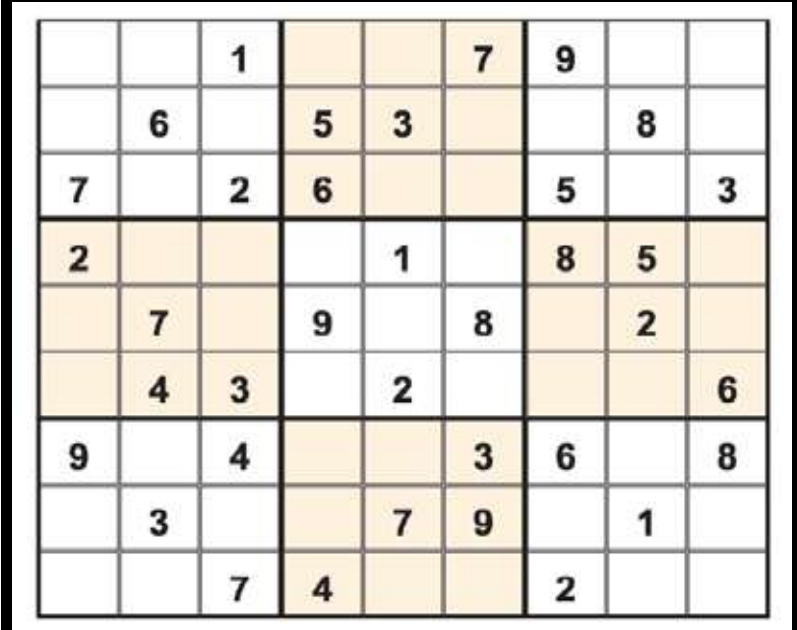
- CENTAURE
CERBERE
CHIMERE
CYCLOPE
DJINN
DRACULA
DRAGON
ELFE
FANTOME
FARFADET
GARGANTUA
- GARGOUILLE
GEANT
GOBELIN
GOLEM
GORGONE
GOULE
GRIFFON
HOBBIT
HYDRE
KORRIGAN
LICORNE
- LOUP
MELUSINE
MINOTAURE
MONSTRE
NAGA
NAIN
NIXE
NYMPHE
OGRE
ONDINE
PEGASE
- PSYCHE
SATAN
SIRENE
SORCIERE
SPHINX
TROLL
VAMPIRE
VOUVRE
YETI
ZOMBIE



LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO



SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO – LES MOTS CROISÉS



Le 14e Festival culturel national de la Musique actuelle, du 27 au 30 août à Tipaza

Le 14e Festival culturel national de la Musique actuelle (FCNMA) a élu domicile cette année dans la ville de Tipaza du 27 au 30 août, ont annoncé les organisateurs dans un communiqué.



Coordonnée sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts en collaboration avec la Wilaya de Tipaza, la 14e édition de ce Festival a été placée sous l'intitulé, «When Music Meets History» (Quand la musique rencontre l'histoire), un slogan évocateur qui «inscrit la musique actuelle dans un dialogue vivant avec l'Histoire».

Consacré à la création contemporaine, le Festival accompagne l'évolution des pratiques musicales en Algérie, offrant une plateforme aussi bien aux artistes confirmés qu'aux nouvelles générations de créateurs, à travers une programmation qui traduit la «volonté affirmée de représenter la diversité des expressions musicales algériennes et de créer des espaces de rencontre et d'échange entre artistes, professionnels et public», a indiqué le commissaire du FCNMA, Salah Remini. Ainsi, et durant quatre jours, la programmation

conjuguera concerts, rencontres et diverses activités, avec la participation d'artistes reconnus et de jeunes talents qui conduiront les 14 prestations attendues à cette édition.

Le «nombreux public attendu» aura notamment à apprécier les prestations de, Sami Rayan, Ismahan, Chemsou Freeklane, Boubekur Maâta Allah (et son style, Guesba électrique), Akram Arfi, Rimal, Taourirt, Nasba, Djmawi Africa, Hania Bekhti, Tinhinan Ben Koussa et le duo de circonstance, «Djam et TiMoh».

A noter qu'en marge des concerts programmés, une plateforme artistique parallèle sera consacrée aux jeunes talents issus de la wilaya de Tipaza, une initiative visant à offrir aux artistes émergents de la région «une opportunité supplémentaire de faire connaître leurs œuvres et de mettre en valeur leurs talents», a souligné le communiqué.

En marge des soirées-concerts, une Master class encadrée par le groupe «Djmawi Africa», sera

consacrée aux pratiques artistiques, aux parcours professionnels et à la réalité de la scène musicale algérienne.

Un autre atelier de travail (Workshop) que dirigera la professionnelle en communication, Leila As-sas, sera dédié aux relations avec les médias, la stratégie numérique, l'amélioration de la communication autour des projets artistiques et le renforcement de la présence sur la toile, entre autres.

Il faut savoir que, créé en 2005, le Festival culturel national de la musique actuelle s'est déplacé au fil des éditions dans plusieurs villes algériennes, avec entre autres objectifs de, valoriser la musique algérienne actuelle en faisant connaître la diversité de ses formes et de ses expressions, accompagner les jeunes talents et créer des espaces d'échange et de transmission des connaissances et des expériences.

RE

Constantine

Exposition sur la créativité poétique algérienne

Une exposition dédiée à la créativité poétique algérienne, a été ouverte, mardi, à la bibliothèque principale de lecture publique Mustapha Nettour de Constantine, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de la poésie (17 août), commémorant l'anniversaire de la disparition du poète Moufdi Zakaria. L'exposition qui regroupe une quarantaine d'ouvrages liés à la poésie algérienne s'inscrit dans le cadre d'un riche programme établi à cette occasion, comprenant diverses activités ainsi que des débats autour de la poésie, animés par des spécialistes, a précisé à l'APS la directrice de cette structure culturelle par intérim, Fahima Hedjla. Cette manifestation, «s'inscrit dans le cadre de la préservation de notre patrimoine culturel diversifié en tant que partie importante de l'identité nationale et un patrimoine pour les générations», a-t-elle indiqué. Des conférences poétiques ont mis à l'honneur la richesse du patrimoine oral féminin, à travers des textes déclamés avec émotion par plusieurs poétesses de Constantine dont KENZA Lekhloufi, Messaouda Mesbah, Mounira Derid, Sara Bahloul, Imane Mecheri et Nadia Boudjellal. L'amour de la patrie, la beauté de la ville du Vieux Rocher et la grandeur de la Révolution de libération nationale ont constitué les principaux thèmes marquant cet événement culturel et ce, en présence des cadres de la direction de wilaya de la culture et des arts.

Début de la 1ère édition du colloque national de la poésie

Le colloque national de la poésie «Liqae El Qasid» a débuté à Alger, sous le thème «la poésie, couronne de la parole», avec la participation de poètes, de critiques et d'académiciens de différentes wilayas du pays. Cette rencontre poétique, organisée les 17 et 18 août par l'Association «Kalima» pour la culture et l'information, sous le patronage de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, intervient à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la poésie, le 17 août de chaque année. Le colloque a connu la présence du président du Haut Conseil de la langue arabe (HCLA), Salah Belaïd, du président de l'Académie algérienne de la langue arabe (AALA), Cherif Meribai, ainsi que d'une pléiade de poètes, d'intellectuels et de chercheurs. A cette occasion, le président de l'Association «Kalima» pour la culture et l'information, Ahmed Bouchikhi, a affirmé que la poésie algérienne «est la voix de la patrie et la mémoire du peuple», précisant qu'elle «s'ouvre, aujourd'hui, sur les perspectives de la modernité et des nouvelles techniques, tout en préservant son authenticité et son lien avec l'identité nationale». M. Bouchikhi a évoqué, à cette occasion, le 49e anniversaire de la disparition du poète Moufdi Zakaria, le qualifiant de «modèle de la parole sincère qui demeure immortelle, au vu de l'héritage poétique national ancré dans la mémoire nationale qu'il a laissé». Le programme d'ouverture du colloque prévoit plusieurs distinctions, en sus de la présentation de lectures diversifiées de poésie, avec la participation de nombre de voix de poésie prometteuses. La deuxième journée du colloque verra la distribution du prix littéraire «Taj El Kalam» lancé par l'Association «Kalima» pour la culture et l'information, dans la catégorie «Fasih» (poésie classique), pour encourager la création.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE LA POÉSIE À SIDI BEL-ABBES

Place au poème et à ses transformations !

La Bibliothèque principale de lecture publique «Mohamed El-Kebbati» de la wilaya de Sidi Bel-Abbes a accueilli une rencontre culturelle organisée à l'occasion de la Journée nationale de la poésie, placée sous le slogan : «La poésie algérienne...sa place, ses transformations et ses langues», avec la participation d'un panel d'universitaires, de chercheurs et de poètes. La directrice de la bibliothèque, Warda Hakimi, a indiqué que cet événement poétique, organisé lundi soir, visait à «mettre en valeur la poésie et son rôle prépondérant dans la société, soutenir le mouvement culturel et littéraire, ainsi qu'à faire entendre la voix des créateurs auprès du plus grand public possible». Elle a également souligné que l'établissement veille à accompagner les initiatives

culturelles porteuses de sens et à ancrer la place de la parole constructive dans la conscience des générations. Le programme de cette célébration, qui a attiré de nombreux passionnés du domaine littéraire, a notamment comporté une exposition diversifiée de recueils de poésie issus du fonds documentaire de la bibliothèque, ainsi que des publications de poètes locaux. Une conférence intellectuelle a également été organisée, mettant en lumière les différentes étapes de l'évolution de la poésie algérienne à travers les époques. La rencontre a été marquée par plusieurs communications scientifiques, notamment une intervention consacrée à «La poésie algérienne à l'époque ottomane», présentée par le professeur Saïd Ahmed Ikhou, ainsi qu'une communication du Dr Boudali Tadj intitulée «Transformations

dans la forme du poème algérien : lecture de la poésie d'Abou El Kacem Saâdallah». Le programme comprend également une contribution de la professeure Berhami Fatima, intitulée «La poésie algérienne vue par les Arabes», ainsi qu'une intervention de la poétesse Racha Drich, consacrée à «La poésie et son impact sur la société». La soirée s'est poursuivie avec des conférences poétiques données par plusieurs talents locaux, parmi lesquels Fahim Israa, Assia Kaddous, Racha Drich, Kelal Djamil, Fatem Oum El Djilali, Asma Bouhouch, Souas Hadjer et Djebih Kheira. La manifestation s'est achevée par des séances de vente-dédicace et des cérémonies de remise de distinctions aux participants, en guise d'encouragement et de soutien à la scène littéraire locale.

Trait d'esprit

“Nos problèmes ont été créés par l’homme et nous pouvons donc les résoudre. Aucun problème humain ne va au-delà de nos capacités.”

John Fitzgerald Kennedy

Drame à Jijel : deux ouvriers meurent après une chute dans un puits

Un accident tragique s’est produit lundi soir à Tawalbia, dans la commune et la daïra de Jijel, où deux ouvriers sont morts après être tombés dans un puits d’environ 15 mètres de profondeur. C’est ce que rapporte un communiqué de la protection civile de Jijel. Alertée à 20 h 35, la protection civile a mobilisé ses équipes, dont des spécialistes des milieux périlleux et des plongeurs, pour tenter de les sauver. Malgré les opérations de reconnaissance, les deux hommes, dont l’un avait 40 ans, ont été retrouvés sans vie. Les secours ont poursuivi leur intervention dans des conditions difficiles pour extraire les victimes. Une pompe destinée à évacuer l’eau se trouvait également dans le puits, qui contenait près d’un mètre d’eau.

Ooredoo Algérie : dernier délai pour le concours «Media Star» sur l’IA et la 5G

Ooredoo Algérie a rappelé que la date limite pour participer à la 19e édition du concours « Media Star » est fixée au lundi 31 août 2026. Cette année, le thème est « L’impact de l’intelligence artificielle et de la 5G sur les transformations socio-économiques en Algérie ». Les candidatures peuvent être soumises en ligne via ore.do/media-star-participation ou par e-mail à l’adresse suivante : [adresse e-mail]. Le concours est ouvert aux travaux journalistiques publiés ou diffusés entre le 15 août 2025 et le 31 août 2026 en arabe, tamazight, français ou anglais.

Arrestation rapide d’un suspect à Ouargla pour vol et outrage public à la pudeur

Les services de sécurité de la wilaya d’Ouargla, via la 7e sûreté urbaine, ont réussi à arrêter en un temps record un homme soupçonné de plusieurs délits, notamment « vol et outrage public à la pudeur », suite à la plainte d’un citoyen. Après avoir suivi les procédures légales requises, le suspect a été présenté au procureur de la République près le tribunal d’Ouargla, qui a décidé de son placement sous mandat de dépôt. Il est important de noter que cette affaire a suscité une vive inquiétude au sein de la population et a été largement diffusée sur les réseaux sociaux.

La wilaya d’Alger met en garde contre les sites frauduleux usurpant ses services publics

La wilaya d’Alger a alerté les citoyens sur la prolifération de sites web frauduleux se faisant passer pour ses établissements publics, notamment pour la vente de billets électroniques ou la fourniture de services en ligne. Dans un communiqué publié hier, elle appelle à la plus grande vigilance : vérifier systématiquement l’adresse et la source officielle des sites avant toute saisie d’informations personnelles ou bancaires, et éviter les liens ou annonces suspects circulant sur les réseaux sociaux. Les usagers sont invités à n’utiliser que les plateformes officielles agréées pour toute opération de paiement ou d’accès à un service numérique.

Alger : saisie de 1 million de comprimés psychotropes et 86 kg de cocaïne

Le parquet de la République près le pôle pénal spécialisé du tribunal de Sidi M’hamed (Alger) a annoncé, lundi 17 passé, le placement en détention provisoire de 5 individus impliqués dans un vaste réseau de trafic de stupéfiants. Ces derniers, arrêtés en flagrant délit par la sécurité de l’armée, étaient en possession de plus d’1 million de comprimés psychotropes (Prégabaline 300 mg) et de 86,4 kg de cocaïne. Les mis en cause, dont un sixième membre toujours en fuite, sont poursuivis pour importation, transport et détention illicites de drogues en bande organisée, contrebande grave et blanchiment d’argent. Le juge d’instruction a ordonné leur incarcération après leur audition.

À l’occasion du 70° anniversaire du Congrès du Soummam Le ministre des Moudjahidine en visite à Béjaïa

Le ministre des Moudjahidines et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, s’est rendu hier dans la wilaya de Béjaïa pour présider le lancement des activités d’un colloque international. Intitulé « La culture de la résistance entre histoire, mémoire et imaginaire », cet événement se tient du 18 au 20 août 2026, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il s’inscrit dans le cadre de la commémoration du 70e anniversaire du Congrès du Soummam (1956-2026). À son arrivée, le ministre a été accueilli par M. Yahiaoui Saïd, secrétaire général de la wilaya de Béjaïa chargé de la gestion des affaires locales, ainsi que par M. Si El-Hachemi Assad, secrétaire général du Haut Commissariat à l’Amazighité (HCA), et plusieurs cadres du ministère des Moudjahidines et des Ayants droit. Ce colloque international se présente comme un rendez-vous scientifique et historique de premier plan. Il ambitionne d’explorer les multiples dimensions de la culture de la résistance algérienne et de mettre en lumière ses prolongements dans les champs de l’histoire, de la mémoire et de l’imaginaire. Chercheurs, universitaires et experts prennent part à ces trois jours de réflexion et d’échanges.

Mort en service : le ministre de l’Intérieur salue le « martyr du devoir » de la Protection civile

Le caporal Mokhtar Mesdek a trouvé la mort ce mardi alors qu’il participait à une opération de lutte contre un incendie. Un accident survenu en pleine intervention a eu raison de ce pompier, emporté brutalement alors qu’il accomplissait sa mission. Un drame qui a immédiatement suscité une vive émotion au sein de la Protection civile. Le caporal Mesdek, engagé sur le front des flammes pour une opération d’extinction, a succombé à un accident survenu en cours d’intervention. Une disparition qui ravive la réalité du terrain et les risques quotidiens auxquels sont exposés ces agents. Dans la foulée de cette annonce, le

ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a tenu à s’exprimer officiellement pour rendre hommage au secouriste. Il a présenté ses « sincères condoléances et sa profonde compassion » à la famille du défunt ainsi qu’à l’ensemble du personnel de la Protection civile. Le ministre a tenu à souligner l’engagement exemplaire du caporal Mesdek, qu’il a qualifié de « martyr du devoir professionnel ». Il a salué avec gravité le lourd tribut payé par les soldats du feu, qui donnent leur vie pour protéger celles des citoyens et sécuriser leurs biens face aux sinistres.

R. N.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

BÉNÉVOLES DES PREMIERS SECOURS Lancement du camp estival 2026 à l’Académie de Rouiba

Les activités d’un camp national d’été pour les bénévoles dans les premiers secours, initié par le Croissant-Rouge algérien (CRA), ont démarré hier à l’Académie nationale de formation aux premiers secours et de la gestion des catastrophes naturelles et technologiques de Rouiba à Alger.

Ce camp s’inscrit, selon ses organisateurs, dans le cadre du renforcement des capacités des bénévoles, au titre d’un programme complémentaire alliant formation, qualification, échange d’expertises et ancrage des valeurs de l’action humanitaire. Dans une déclaration à l’APS, le président de la Commission nationale des premiers secours, Tahar Ksouri, a indiqué que ce camp, auquel participent 20 bénévoles de 20 wilayas du pays, s’inscrit dans le cadre de l’approche du CRA visant à «investir dans l’élément humain et à construire un bénévole qualifié et capable d’accomplir son message humanitaire avec compétence et mérite». Le programme «comprend 6 autres sessions et s’étend tout au long du mois de septembre prochain, en vue d’encadrer 600 bénévoles dans les premiers secours, et ce au niveau de l’Académie nationale des premiers secours et de la gestion des catastrophes», a fait savoir M. Ksouri. Les bénévoles bénéficieront d’une formation sur le terrain qui comprend les méthodes de sauvetage, les premiers secours, les mécanismes de travail des équipes d’intervention, outre des entraînements pratiques concernant la gestion des catastrophes



et les modalités d’installation des tentes, a-t-il ajouté. Le programme vise également à «préparer des équipes opérationnelles et entraînées à l’intervention rapide et efficace dans différentes situations d’urgence». Ce camp d’été, organisé sous

la supervision d’experts agréés par la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), s’inscrit dans le cadre des activités périodiques du CRA et parallèlement avec l’ouverture de l’Académie nationale de formation. ■

APN : Boufedeché reçoit l’ambassadeur de l’État de Palestine en Algérie



La présidente de l’Assemblée populaire nationale (APN), Mme Khalida Boufedeché, a reçu, hier, l’ambassadeur de l’État de Palestine en Algérie, M. Fayed Abu Aita, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. La rencontre, tenue en présence du vice-président de l’APN, M. Monder Bouden, a été l’occasion de réaffirmer la profondeur

des relations historiques et fraternelles unissant les deux peuples et pays et de rappeler la position algérienne constante en faveur de la cause palestinienne et son soutien au peuple palestinien dans sa lutte légitime pour le recouvrement de tous ses droits nationaux, à leur tête le droit d’établir son État indépendant avec El-Qods pour capitale, précise le communi-

qué. Au cours de cette rencontre, les deux parties ont souligné la nécessité d’intensifier les efforts internationaux pour mettre fin aux violations et agressions, protéger les civils et assurer l’acheminement des aides humanitaires au peuple palestinien, ajoute la même source. Les deux parties ont, par ailleurs, évoqué l’importance des groupes d’amitié parlementaire dans le renforcement des liens de fraternité et de solidarité entre les deux peuples et l’intensification de la concertation entre les deux institutions législatives, ainsi que leur rôle dans l’échange d’expertises et d’expériences et le suivi des questions d’intérêt commun, au service du renforcement de la présence parlementaire de la cause palestinienne et des efforts visant à faire connaître et à défendre les droits du peuple palestinien dans les différents fora parlementaires internationaux, conclut le communiqué.

R. N.